

Le Monde

AMÉRIQUES

étranger

El Salvador

L'écho rencontré par l'extrême droite aura été le phénomène le plus significatif de la campagne électorale

San-Salvador. — Le « major » (1), en civil, entouré d'hommes armés, arrive devant les micros, faisant de ses bras levés le « V » de la victoire. La foule de ses partisans, préalablement « chauffée » par les slogans, les chansons militaires, les défilés de majorettes, agite frénétiquement des drapeaux. L'orateur adresse son discours au « véritable peuple salvadorien », à ses « frères des forces armées » et aux « héros anonymes » des groupes paramilitaires. Soudain, il ouvre son blouson et retire son gilet pare-balles. « Nous n'avons pas peur des communistes », une femme hurle : « D'Aubulson, d'Aubulson », et brandit dans sa main droite la plus populaire des symboles sexuels pour désigner, en Amérique latine, et l'homme, le chef, le macho : deux œufs. C'est le défilé.

L'écho rencontré par Roberto d'Aubulson et son parti, l'Action républicaine nationaliste (Aren), est sans aucun doute le phénomène le plus significatif de la campagne électorale qui vient de se terminer. Par-delà le résultat des élections du 28 mars, l'important tient à l'apparition d'un authentique dirigeant politique et d'un mouvement dynamique à forte base populaire.

Trente-huit ans, petit, riblé, sec, nerveux, le « major » est doté d'un indéniable charisme. Il vibre, et cela se sent. « Quand on est de bonne foi et qu'on défend la vérité, Dieu vous aide », dit-il, sûr de son combat. Malgré son jeune âge, d'Aubulson — dont le grand-père était Français — a passé vingt-deux ans dans l'armée. Il admire Pinochet, trouve Reagan très astucieux, ne connaît ni Peron ni Mussolini. « Ma formation idéologique », dit-il, « vient de ma formation militaire », laquelle est fort complète, depuis les commandos jusqu'à l'école de police de Washington, en passant par l'Uruguay et un stage à Taiwan. On l'accuse fréquemment d'être lié à certaines franges du style des Escadrons de la mort. La démocratie chrétienne affirme, sans le prouver, qu'il est responsable de l'assassinat de Mgr Romero. Roberto d'Aubulson a commencé à faire parler de lui à la fin de l'année 1979, en invitant ses frères d'armes à ne pas se laisser démoraliser par les attaques dont il était l'objet, à se sentir fiers de défendre à la fois leur patrie, l'Occident et la chrétienté.

« Major Bob », comme disent les Américains de l'ambassade de San-Salvador, n'est pas un homme seul. Il s'est entouré d'une remarquable équipe. Son parti est organisé en sept secteurs : paysans, ouvriers, professions libérales, industriels, agriculteurs, femmes et jeunes. Certains de ses collaborateurs souhaitent donner la même structure à l'Assemblée qui doit définir la nouvelle Constitution.

Un fascisme tropical

Une des forces de l'Arena tient à la simplicité de son discours : nationalisme, anticommunisme, défense de la libre entreprise. Son slogan : « Lutte aujourd'hui, paix et liberté demain », résonne dans maintes couches de la population — depuis les grands propriétaires terriens jusqu'aux marginaux des villes. Mais sa base la plus solide est, pour le moment, constituée par la petite bourgeoisie, de tout petits propriétaires terriens et par tous

De notre correspondant

les membres des différents corps paramilitaires mêlés à la répression, ce qui représente tout de même plusieurs dizaines de milliers de personnes.

« Tout cela défilait un fascisme à forte connotation sexuelle », naissant : tropical, sous-développé. Ce à quoi M. Hugo Barrera, numéro deux de l'Arena, répond avec la plus grande sérénité : « Nous voulons un système adapté au Salvador ; qu'il s'appelle fascisme ou n'importe quel autre nous importe peu. »

Sauf écho total le 28 mars, le major d'Aubulson peut aspirer à jouer dans l'Assemblée constituante un rôle de catalyseur de l'extrême droite, opposée à la démocratie chrétienne. Certains observateurs estiment qu'une telle situation poserait des problèmes aux Etats-Unis qui se sont fait les avocats d'une solution relativement modérée.

« Nous sommes prêts à collaborer avec le vainqueur quel qu'il soit », affirme un diplomate américain. L'important tient aux réponses apportées aux problèmes concrets :

Guatemala

La nouvelle junte militaire ne semble pas savoir que faire de son pouvoir

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Quelques accrochages mineurs entre la guérilla et l'armée, des incursions de rebelles dans la province orientale et bolée du Patan, la découverte de onze personnes assassinées et torturées par des inconnus ces « incidents » n'ont pas sérieusement altéré, le vendredi 28 mars, le climat de trêve « miraculeuse » vécue par la population de la capitale du Guatemala depuis le coup d'Etat du mardi 23 mars. Le spectacle de la rue confirme le jugement d'un journaliste local : « Les gens semblent moins tendus ». De larges sourires éclairent, sous le visage à l'évocation d'une récession possible de la violence politique. L'espoir semble partagé par toutes les couches de la société — y compris dans les faubourgs populaires misérablement accrochés à des ravins.

La crainte, pourtant, n'a pas tout à fait disparu. Il est beaucoup question de respect des droits de l'homme dans les discours et au siège des partis de droite et d'extrême droite. Mais il y a encore bien des armes visibles dans cette ville. Le palais et la résidence présidentielle sont gardés par des soldats en tenue de campagne, casqués, le doigt sur la détente du pistolet mitrailleur. Les policiers de faction devant les bâtiments officiels gardent le fusil à bout de bras. Et l'on tombe, à certains carrefours, sur des civils armés, revolver au poing, membres soucieux de « milices » privées ou de corps de sécurité de quelque personnalité.

Courtoisement pressés de questions par les chefs des trois partis ou coalitions ayant déposé la « fraude » lors des élections du 7 mars dernier, les trois membres de la junte militaire du gouvernement restent dans la vague. Le

droits de l'homme, poursuit des réformes par exemple. Le vote des budgets d'aide par le Congrès en dépend.

« Les pressions exercées sur la question des droits de l'homme ont entraîné l'action des forces armées », estime-t-on à l'Arena. On s'engage à ne pas annuler la réforme agraire, mais à l'améliorer « techniquement ». On promet l'amnistie ; on n'exclut même pas l'hypothèse de la négociation avec la guérilla. « Rien n'est impossible en ce monde », affirme M. Barrera, quand on l'interroge sur cette question.

L'apui d'hommes qui se définissent avant tout comme des « pragmatiques », le recours à une compagnie étrangère de publicité pour orchestrer la campagne électorale ne peuvent suffire à transformer un loup en agneau. Le major d'Aubulson est convaincu de mener le bon combat. Les militants de son parti sont sûrs qu'ils vont l'emporter haut la main. Dans le cas contraire, ils crèveront à la fraude.

FRANCIS PISANI.

(1) Grade des armées latino-américaines correspondant à celui de commandant.

Etats-Unis

Washington envisage avec pessimisme une éventuelle négociation sur l'Amérique centrale

De notre correspondant

Washington. — L'ambassadeur du Mexique aux Nations unies, M. Munoz Ledo, a été annoncé, vendredi 28 mars, que des conversations de « haut niveau » étaient prévues pour le mois prochain à Mexico entre des représentants des Etats-Unis et du Nicaragua « pour discuter des questions principales qui les divisent ». Cette affirmation a été démentie à Washington par le département d'Etat : « Une telle rencontre n'a pas été décidée. Nous avons clairement fait savoir dans le passé que nous voulons aborder les problèmes avec le Nicaragua (...) au moment approprié. »

L'administration Reagan commence à être un peu agacée par le Mexique, accusant en privé les autorités du pays voisin de vouloir lui forcer la main. Or, comme le souligne le New York Times, seules deux choses peuvent la contraindre à modifier sa politique : une offensive en règle du Congrès ou cours des prochains mois ou une très nette victoire de l'extrême droite aux élections salvadoriennes.

Washington attache beaucoup d'importance au scrutin du 28 mars, malgré le boycott d'une partie des électeurs. Cela explique le caractère attentiste et ambigu de ses récentes déclarations. Rien ne devait être décidé ou même précisé avant de connaître le résultat des urnes. On en a eu une illustration vendredi en attendant M. Thomas Enders, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines qui recevait un groupe de correspondants européens à Washington.

« Pour nous, a expliqué M. Enders, la région des Caraïbes est l'équivalent de la Méditerranée pour l'Europe. Nous avons dans cette région des intérêts essentiels. C'est sans doute pourquoi nos perceptions du problème sont différentes de celles des Européens. »

Comment expliquer, alors, l'opposition de nombreux citoyens des Etats-Unis à la politique de Washington ? « Les gens mettent souvent du temps à comprendre ce qui se passe, a répondu le collaborateur du général Haig. Rappelez-vous en 1978, quand

Cuba avait repris ses activités de déstabilisation en Amérique centrale. Même des pays directement concernés, comme la Colombie ou le Costa-Rica, avaient mis du temps à s'en rendre compte... »

Selon M. Enders, la politique de Washington se fonde sur trois principes : encourager le développement économique et social des pays de la région, soutenir des réformes politiques quand elles sont nécessaires, et combattre des tentatives subversives. Etant entendu que l'assistance militaire ne représente même pas 20 % de la somme totale (1 milliard de dollars) que l'administration Reagan a prévue pour la région en 1982.

A Washington, tout le monde prévoit un « réexamen » de la politique américaine au Salvador si l'extrême droite l'emporte aux élections. M. Enders se montre plus vague. « Nous ne soutenons pas, dit-il, des partis ou des dirigeants déterminés, mais une certaine politique. Un gouvernement va sortir de ces élections — les premières élections honnêtes depuis un siècle. Nous espérons que ce gouvernement continuera les réformes agraires et politiques, qu'il poursuivra les efforts pour améliorer le respect des droits de l'homme et fera tout ce qu'il faut pour lutter contre des tentatives subversives. » De tels propos laissent supposer que, quel que soit le résultat du scrutin, Washington prendra son temps, analysera en détail la situation et verra s'il n'y a pas moyen de défendre une façade démocratique.

Le dialogue avec Cuba

A propos des négociations avec la guérilla, M. Haig déclarait le jeudi 25 : « Nous refusons un partage du pouvoir, négocié sur la tête du peuple salvadorien. » Son assistant ne pas été beaucoup plus explicite vendredi : « Il ne faut pas négocier pour former un gouvernement, suivi d'un plébiscite. Il ne faut pas d'élections, donc de solution démocratique, et ce n'est pas étonnant de leur part. Ce qui nous

étonne, c'est qu'ils cherchent à détruire ce scrutin au lieu de l'ignorer. Ils le considèrent dans comme une menace. »

Deux autres négociations sont jugées plus mûres à Washington : celles que les Etats-Unis engageaient avec Cuba et le Nicaragua. Mais les observateurs constatent que, malgré de nombreuses déclarations conciliantes, ni Washington, ni La Havane, ni Managua n'ont varié dans leurs positions. Chacun semble attendre des concessions préalables de l'adversaire pour aller à la table de négociation.

A propos de Cuba, on a confirmé officiellement ici ce que le Monde avait été le premier à annoncer, les 21-22 mars, qu'un envoyé du département d'Etat, le général Vernon Walters, s'était rendu à La Havane au début du mois pour « entretenir » pendant quatre heures avec M. Castro. L'administration Reagan laisse entendre que si des négociations sont probables, elle ne croit guère à leur succès, les Cubains ayant toujours refusé de reconnaître leur engagement en Amérique centrale et en Afrique. « Nous avons essayé de parler avec Cuba dans le passé et ce sera une erreur d'exclure une nouvelle tentative », déclarait jeudi M. Enders, mais le passé est décourageant.

Des commentaires assez semblables sont faits pour le Nicaragua, sur le thème nous attendons des actes, pas des mots. « En soit dit en passant, nous avons fait des propositions au Nicaragua, rappelle M. Enders. Il n'y a pas été répondu. » Le président du Mexique, M. Lopez Portillo, a « repris plusieurs de ces propositions dans son plan de paix, à l'exception de celle qui était la plus importante à nos yeux : l'arrêt du soutien nicaraguayen à la guérilla salvadorienne. »

R. S.

La montée du pacifisme

(Suite de la première page.)

De nombreux Américains s'inquiètent des déclarations ambiguës sur la possibilité de gagner une telle guerre et, plus généralement de la rhétorique anti-soviétique de Washington. Ils craignent également les conséquences du programme stratégique de M. Reagan qui donnera aux Etats-Unis dix-sept mille ogives atomiques supplémentaires dans les dix prochaines années. Enfin, ils ne comprennent pas le peu d'empressement que mettent les Etats-Unis à négocier la réduction des armées intercontinentales (START).

M. Charles Percy, président (républicain) de la commission des affaires étrangères du Sénat, déclarait le 15 mars : « Une société qui a traditionnellement considéré la guerre comme trop importante pour être laissée aux généraux semble être maintenant sous le contrôle des armées. C'est trop important pour être laissé aux généraux. C'est la leçon qu'il faut tirer de dix-sept années de guerre. C'est pourquoi nous devons nous assurer que les généraux ne soient pas les seuls à décider de la guerre. Il faut décider quand et comment arriver à un gel, mutuel et vérifiable, des essais, de la production et du déploiement futur des ogives nucléaires, missiles et autres systèmes ». Le débat a fait ainsi une entrée officielle au Capitole.

« Dangereux et inapplicable »

La Maison Blanche a réagi immédiatement par un « non » catégorique. A ses yeux, le moralisme proposé par les sénateurs est trop important pour être laissé aux généraux. C'est la leçon qu'il faut tirer de dix-sept années de guerre. C'est pourquoi nous devons nous assurer que les généraux ne soient pas les seuls à décider de la guerre. Il faut décider quand et comment arriver à un gel, mutuel et vérifiable, des essais, de la production et du déploiement futur des ogives nucléaires, missiles et autres systèmes ». Le débat a fait ainsi une entrée officielle au Capitole.

John. M. Edward Teller, « père » de la bombe à hydrogène, scientifique de la Maison Blanche, a déclaré à Time : « Si le gel nucléaire est appliqué, ce pays n'existera plus en 1990. »

Le moratoire est inapplicable, affirment les collaborateurs de M. Reagan. Comment vérifier sa mise en place du côté soviétique ? Moscou a toujours refusé des inspections étrangères sur son sol. C'est pourquoi les accords START prévoient une surveillance des sites de missiles — par satellites — et non des missiles eux-mêmes. De là à inspecter les usines et les ogives nucléaires.

Plus aucun moyen de pression

Dernier argument contre le « gel » : il torpillerait les futures négociations stratégiques. Car le programme de réarmement américain impressionne les Soviétiques et les pousse à la table de négociation. Sans MX et sans B-1 : Washington n'aurait plus aucun moyen de pression. On évoque à ce propos un précédent significatif : les Soviétiques n'ont accepté de négocier la réduction des armes de théâtre en Europe qu'à partir du moment où les Américains ont décidé le déploiement de missiles de croisière et de Pershing-2.

Les partisans du moratoire répliquent que le déséquilibre des forces n'est pas évident. Les chiffres les plus probants, souligne récemment le sénateur Kennedy, concernent les ogives nucléaires. « Nous en avons neuf mille, les Soviétiques sept mille. Ils sont en avance dans certains secteurs, nous les devançons dans d'autres comme les missiles basés en mer. Pour la première fois peut-être dans l'ère atomique, il y a un équilibre nucléaire global. » Il n'est d'ailleurs pas question, ajoutait M. Kennedy, de « codifier l'équilibre actuel ». Le moratoire n'est pas une fin en soi, mais un moyen de négocier la réduction des armes nucléaires. Si on commence à discuter en continuant de part et d'autre, la production de missiles, de bombardiers, de sous-marins atomiques, ne risque-t-on pas de mauvaises surprises qui rendraient caduque la négociation elle-même ?

Les promoteurs de la résolution parlementaire ajoutent que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont chacun assez d'armes nucléaires pour détruire toute la planète. Ce qui devrait permettre à l'un d'eux de déclarer unilatéralement un moratoire en toute sécurité, et d'inviter l'autre à l'imiter.

Cette thèse n'a aucune chance d'ébranler la Maison Blanche, mais elle peut influencer son attitude. M. Reagan est très sensible à l'opinion. Il n'a qu'un seul moyen d'empêcher la reprise des négociations START prévues sans date — en 1982, M. Kennedy et ses amis auraient au moins obtenu ce résultat.

ROBERT SOLÉ.

« M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a évoqué le problème de la réduction de l'arme nucléaire en Europe » avec l'ambassadeur de R.F.A. M. Meyer-Landrut, qu'il a reçu vendredi 28 mars, à Moscou. Selon l'agence Tass, l'U.R.S.S. s'attend que ses nouvelles initiatives pour introduire unilatéralement un moratoire sur le déploiement des armements nucléaires de portée intermédiaire soient étudiées à Bonn en vue de parvenir à un consensus. M. Gromyko avait reçu, le 24 mars, l'ambassadeur de France, M. Arnaud. — (A.F.P.)

« M. Youri Joukov devient président du comité soviétique pour la défense de la paix. — Journaliste à la Prada et souvent envoyé en mission à l'étranger, M. Joukov a été choisi pour remplacer l'académicien El Fedorov au cours d'une réunion du comité, le jeudi 25 mars, en présence de M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central du P.C. soviétique. M. Joukov est député du Soviet suprême. — (A.F.P.)

« Pour faire libérer des Ukrainiens détenus en U.R.S.S., des étudiants américains ont occupé pendant une demi-heure le bureau de l'agence Tass à l'O.N.U. Ils souhaitent obtenir notamment la libération de M. Youri Choukhevitch, « détenu » depuis 1948 pour avoir refusé de renier son père ». — (A.F.P.)

AFRIQUE

Le projet de loi dans l'accroissement

De notre

Le projet de loi... (Texte très flou et difficile à lire, mais semble concerner des aspects juridiques ou administratifs liés à l'accroissement démographique ou économique.)

LE COMITÉ SALAMIN

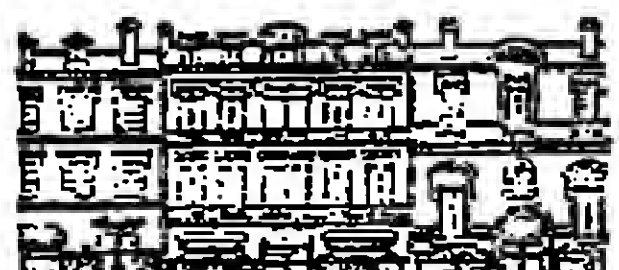
Nous sommes prêts à faire des propositions pour la poursuite des négociations de paix, déclare le président du comité.

De notre correspondant

Le comité Salamin... (Texte très flou, mais semble concerner des négociations de paix ou des propositions diplomatiques.)

M. A. M. C. président du comité.

Le comité Salamin... (Texte très flou, mais semble concerner des négociations de paix ou des propositions diplomatiques.)



Avenue Montaigne.

Les plus belles lunettes du monde

Créations lunettes : or, ivoire, corail.

Cillario

Réception dans notre salon présentation de 650 modèles. 12, AVENUE MONTAIGNE PARIS - TEL. 723.97.95

MARCEL NIEDERGANG.

LA TENSION EN CISJORDANIE

Les Israéliens souhaitent nommer des personnalités palestiniennes à la place des maires destitués

(De notre correspondant.)

[illegible]

tuer ou le projet sera adopté, si
 quelque six cent mille hom-
 mes de moins de soixante ans
 n'ont jamais accompli de
 service militaire (celui-ci fut
 rendu obligatoire pour tous les
 Français en 1906) seront appelés
 à effectuer des « périodes », d'un
 an la première année, et de
 six semaines par an ensuite.
 Ceux qui avaient été reformés
 avant versés dans des unités
 spéciales où ils pourront se ren-
 trent. La refus de servir
 est soumis à la peine de trois
 ans de prison. Quant aux « troc-
 cés » (consoris), qui peuvent
 être appelés à dix-sept ans, ils
 sont, comme par le passé, des
 soldats de service, mais, alors qu'ils

ent ensuite automatiquement
és dans les « Citizen For-
 pour des périodes total-
t deux cent quarante jours
huit ans, il leur faudra désor-
s y demeurer trois fois plus
temps (sept cent vingt jours
douze ans, soit deux mois
an). — P. C.

Libéria

J. MATTHEWS, relevé en novembre 1981 de ses fonctions de ministre des affaires étrangères par le sergent-chef Samuel K. Doe pour « initiatives compatibles avec les objectifs et la politique du cabinet » a été nommé vendredi 26 mars secrétaire général du gouver-

De notre correspondant

viennent d'être libérés de prison, ou des syndicalistes du syndicat socialiste C.D.T. y seraient conviés.

ASIE

Bang

M. A. M. Chowdhury
président de la

Plusieurs anciens mi

Le nouvel homme fort du Bangladesh, le général H. M. Ershad a nommé, vendredi 26 mars, par décret, l'ancien président de la Cour suprême, M. Abul Fazal Muhamed Ahsanuddin Chowdhury, à la présidence de la République. Les fonctions du nouveau président seront purement honorifiques.

Cette nomination complète la liste de la petite équipe que le général Ershad a choisie pour

Plusieurs anciens ministres sont arrêtés

que les autorités libéraient deux cent quatre-vingts détenus à l'occasion de la fête nationale, plus de deux cents autres prenaient le chemin de la prison, accusés de corruption ou d'activité nuisibles à la sécurité du pays.

Trois anciens ministres ont ainsi été arrêtés : MM. Saifur

Rahman (finances), Chowdhury Tannir (affaires étrangères), Siddiqi (commerce), Khan (éducation, information professionnelle), les quatre sont les présidents de la commission d'état pour l'agriculture et de la Bangladesh Atrine, et que le troisième pour l'industrie et les mines, les deux autres de la réforme agraire. Les trois autres anciens ministres sont en fuite, M. Jamaluddin Ahmad (vieux premier ministre, industrie), S. A. Bariq (vieux ministre de l'agriculture), et Khondakar Obaidur Rahman (ancien ministre de l'agriculture civile).

Quant à l'ancien président, M. Abdus Sattar, qui a regagné son pays à sa résidence, il pourrait, lui aussi, passer en jugement, ainsi que le vice-président, M. Hossain Ershad, dont l'arrestation, annoncée à New Delhi, du chef du parti d'opposition.

Enfin, sur le plan international, les communications ont été rétablies avec le monde extérieur et la frontière avec l'Inde rouverte. Les dirigeants pakistanais, chinois et soviétiques ont envoyé au général Ershad des messages de félicitations. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

● A l'appel de l'Association de solidarité franco-arabe, de l'As-

paletstinienne, du P.C.F., du P.S.U. et de la C.G.T., quelque deux mille personnes ont manifesté vendredi 26 mars au rond-point des Champs-Élysées à Paris, aux cris de « *Beghin assassin* », « *Pas de paix sans P.O.P.* », contre la répression dans les territoires occupés par Israël. Les manifestants n'ont pas été autorisés à se rendre devant l'ambassade d'Israël, mais une délégation y est allée déposer des messages

● Le Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (M.R.A.P.) « exprime sa vive préoccupation devant les mesures prises par les autorités israéliennes dans les territoires occupés de Cisjordanie (...). Le M.R.A.P. condamne ces méthodes et demande qu'il y soit mis fin (...). »

EUROPE

R.D.A.

LA « PROTECTION DE LA FRONTIÈRE »

Humain, trop humain...

La Chambre du peuple de la République démocratique allemande débattait, jeudi 25 mars, d'un ensemble de questions militaires. La première partie des travaux pouvait faire redouter que le gouvernement de Berlin-Est, loin de prendre en compte les « aspirations pacifistes de la jeunesse », qu'il encourageait si fort en Allemagne, de l'Ouest, ne fût en train de préparer de ce militarisme détestable lors- qu'il s'exerce au sein de l'Alliance atlantique. L'Assemblée s'est ainsi prononcée — à l'unanimité, faut-il le préciser ? — en faveur de projets de loi qui rendent obligatoire le service militaire pour les hommes en cas d'urgence, prévoient l'accroissement des « périodes » effectuées par les réservistes, ou encore permettent au comité de défense nationale, que préside M. Honecker, chef de l'Etat et du parti, de suspendre toute libération des obligations militaires en période de tension internationale. Notion suffisamment floue pour pouvoir, le cas échéant, s'appliquer de manière extensive. En outre, le ministre de la défense, le général Heinz Hoffmann, s'en est vigoureusement pris au mouvement pacifiste est-allemand naissant.

Ces craintes, pourtant, étaient infondées, comme l'a montré la deuxième partie du débat. Les députés ont adopté le même jour une nouvelle législation sur la « protection » de la frontière est-allemande, c'est-à-dire sur les moyens d'empêcher les ressortissants de la R.D.A. de gagner la R.F.A. ou Berlin-Ouest. Les directives sur l'usage des armes à feu n'avaient fait

BERNARD BRIGOUTEUX.

Nombreuses condamnations en vertu de la procédure d'exception

De notre correspondant

Varsovie. — Le président de l'Union régionale de Solidarité de Bieleko-Biala, dans le sud de la Pologne, a été condamné, jeudi 26 mars, à six ans de prison et à la privation de ses droits civiques par le tribunal de cette ville. M. Kozmowski, contre lequel le procureur avait requis huit années de détention, était poursuivi pour avoir « mis en place, selon des modalités prévues dès le 9 décembre, une structure clandestine du syndicat dans le but de lancer une action de protestation contre l'état de guerre ».

Prononcé en vertu de la procédure d'exception instituée par le comité militaire de salut national, ce jugement n'est pas susceptible d'appel sauf de la part du parquet. Un autre militant syndical de Bieleko-Biala, M. Jechnik — qui comparaitrait au même temps que M. Kozmowski pour lui avoir donné refuge « alors qu'il était recherché » — a lui-même été condamné à un an de prison, mais en procédure normale et pourra donc se voir en seconde instance.

Selon le ministre de la justice, M. Zawadzki, deux cent soixante-quinze personnes auraient, à la date du 19 mars, été condamnées en procédure accélérée pour poursuite d'activités syndicales, faits de grève ou activités politiques illégales. Des peines d'un an auraient été prononcées contre cent quarante-huit personnes; de un à trois ans contre cent cinq; de trois à cinq ans contre quarante et de plus de cinq ans contre huit.

Ces chiffres ajoutent à la confusion des données dispersées et difficiles à interpréter sur le nombre des condamnations politiques prononcées depuis le 13 décembre. Ils ne donnent en outre aucune idée des condamnations prononcées par les tribunaux militaires, ni des verdicts rendus en procédure normale, ni des internements qui sont des décisions administratives. Le Parlement, à l'issue d'une

session de deux jours, a décidé, vendredi 26 mars, la création d'un tribunal d'Etat (dont pourraient, en principe, relever les membres de l'équipe de M. Giersek) et d'un tribunal constitutionnel chargé de se prononcer sur la constitutionnalité des textes de loi. La Diète a également approuvé plusieurs projets sur l'agriculture, qui notamment renforcent les garanties données aux paysans individuels. Les fermes privées, désormais définies comme « élément durable du système économique », pourront avoir une superficie de 100 hectares au maximum contre 20 jusqu'à présent. La réglementation sur les remembrements — dont le principal objet était d'y faire obstacle pour les fermes privées — a été également assouplie. Ces mesures sont autant de gestes faits en direction des paysans et représentent partiellement l'accord signé, en février 1981, avec Solidarité rurale, dont la renouveau est encore plus improbable que celle de Solidarité et dont les dirigeants sont incarcérés depuis le coup d'Etat.

Relancer la production agricole

Le ministre de l'Agriculture avait annoncé, à l'ouverture de la session, que les sanctions américaines avaient décidé les autorités à définir un programme de développement agricole jusqu'en 1985, afin de permettre à la Pologne d'atteindre graduellement l'autosuffisance alimentaire. Cette ambition semble être à la base d'un des textes votés sur « la protection des terres agricoles », qui prévoit la poursuite d'intervention de l'Etat sur l'utilisation des terres. Le ministre avait aussi précisé qu'il manquait, pour assurer les livraisons de pain et les besoins en farine, 600 000 tonnes de blé, « qui peuvent

et doivent être livrées aux points d'achat de l'Etat ».

L'opération de contrôle lancée par l'armée dans les campagnes, et qui paraît très liée à ces deux préoccupations, se poursuit et trouve un grand écho dans les moyens de propagande. La presse donne toutefois à cette opération « Printemps 82 » un visage plus avenant qu'il son lancement en mettant l'accent sur « l'aide » qu'apportent les militaires aux paysans.

Le Parlement a enfin fixé au printemps 1984 les élections aux conseils généraux et municipaux, qui devaient être organisées en février dernier, et nommé M. Jan Szczepanski, président du Conseil socio-économique consultatif dont il s'est doté. La création de ce conseil s'inspire d'une revendication de Solidarité qui demandait la création d'une seconde chambre où seraient représentés les syndicats. De la même manière, le gouvernement disposera bientôt, lui aussi, de son conseil consultatif, présidé par le professeur Dobrowolski, et qui tiendra lieu de ce groupe d'experts indépendants et bénéficiaires de la « confiance sociale » dont Solidarité demandait la mise en place. Ces deux organismes devraient constituer les points de ralliement des personnalités dont le régime espère obtenir la collaboration — sans aucun succès encore — après quatre mois après l'instauration de l'état de guerre.

Le comité de voivodie du POU de Katowice a prononcé, jeudi, la dissolution du « Séminaire marxiste- »

Ministe » de cette ville, plus connu comme « Forum de Katowice ». Ce mouvement avait été, en juin, le premier d'une série de nombreux autres créés par les éléments les plus réactionnaires du parti pour faire pression en faveur d'une révision en main rapide. Dans une déclaration retentissante, il avait dénoncé « l'attitude passive et donc en fait consentante de la direction du POU » face à Solidarité et à la « vague de révisionnisme » (le Monde du 4 juin 1981). Cette dissolution, conforme à la décision du dernier plénum de mettre fin à l'activité de tous les groupes fondés en marge du POU, a été accompagnée d'un éloge chaleureux de « l'engagement politique des membres du séminaire dans une période difficile pour le parti ».

BERNARD GUETTA.

● **Redistribution des appartements de Polonais réfugiés à l'étranger.** — Cette décision des autorités, annoncée le 25 mars par l'agence Pwp, vise à la fois les locaux et les propriétaires de logements qui ont demandé asile à l'étranger, ont refusé de rentrer en Pologne après un voyage de service, ou qui occupent un poste à l'étranger et n'ont pas l'intention de rentrer. Les procédures engagées pourront être arrêtées lorsque les personnes visées notifieront aux autorités polonaises leur intention de rentrer dans un délai de quelques mois. Ce programme de redistribution des logements ne s'applique pas aux personnes ayant prolongé leur séjour à l'étranger et qui sont en possession d'un passeport valide. — (A.F.P.)

Espagne

Verdict clément pour les femmes accusées d'avortement

De notre correspondant

Madrid. — Les sentences de deux importants procès ont été rendues publiques jeudi 26 mars en Espagne. A Bilbao, les onze personnes accusées d'avoir pratiqué ou subi des avortements, et qui avaient été jugées le 16 mars (le Monde du 18 mars) ont bénéficié d'un verdict relativement clément. Neuf d'entre elles, qui avaient subi l'interruption de grossesse, ont été acquittées. Seule Mme Julia Garcia, qui avait réalisé différentes interventions, a été reconnue coupable de trois « délits d'avortement » et condamnée pour chacun d'eux à quatre ans et deux mois de détention. Le dernier accusé, un homme qui avait été Mme Garcia, a été puni d'un mois de prison, une peine qu'il a déjà purgée en détention préventive.

Le tribunal, cependant, a suggéré au gouvernement qu'il eût Mme Garcia puisse bénéficier d'un recours en grâce basé sur les lois d'amnistie promulguées en 1975 et 1977, les avortements ayant été réalisés avant ces dates.

Les milieux féministes relèvent un autre élément positif : deux des accusées ont été reconnues coupables au nom de l'« état de nécessité » prévu par la Constitution, la cour considérant que les accusées avaient, en choisissant le « moindre mal », évité d'intervenir leur grossesse. C'est la première fois qu'un tribunal espagnol se prononce de la sorte sur un cas d'avortement et cette jurisprudence (à moins, bien sûr, que le procureur ne fasse appel).

M. Bodenan condamné à vingt ans de prison

A Palma-de-Majorque, c'est la sévérité qui a été de mise au procès de M. Bodenan, le Français qui avait détourné, en 1967, sur Alger, l'avion dans lequel voyageait l'ancien premier ministre congolais, M. Moïse Tshombe (le Monde du 26 mars). M. Bodenan a été condamné par un tribunal militaire à vingt ans de réclusion, comme l'avait demandé le procureur. La cour a toutefois recommandé qu'un recours en grâce du gouvernement puisse ramener cette peine à douze ans.

L'avocat de la défense, qui avait plaidé l'innocence du tribunal (parce que l'affaire relevait, selon lui, de la juridiction civile), et parce que le détournement avait eu lieu en dehors de l'espace aérien espagnol), a annoncé qu'il allait déposer un recours d'inconstitutionnalité contre la sentence. Le procès, qui a duré quelques heures à peine et au cours duquel aucun témoin n'a été produit, n'a guère apporté d'éclaircissements sur cette ténébreuse affaire.

THIERRY MALINIAK.

Italie

LE COMITÉ CONTRE LES TORTURES DEMANDE SON APPUI A M. MITTERRAND

(De notre correspondant)

Rome. — Le Comité contre les tortures (le Monde du 6 mars), réunissant des parents de détenus accusés de terrorisme, a annoncé vendredi 26 mars, au cours d'une conférence de presse, l'envoi d'une lettre à M. Mitterrand pour attirer son attention sur la situation carcérale en Italie, et lui demander son appui.

Rappelant que la France a permis à des Italiens, dont certains sont sous mandat d'arrêt de la justice italienne, de rester sur le territoire français, les membres du comité ont publié la lettre adressée au chef de l'Etat. « Conscience de l'existence toujours plus vive que vous portez aux droits de l'homme, et de votre volonté et de votre capacité de les faire respecter en France et à l'étranger comme un des objectifs essentiels de la gauche internationale, nous, parents des détenus politiques, avons décidé de vous écrire pour dénoncer, ne serait-ce que symboliquement, les conditions d'extrême brutalité dont sont victimes nos proches dans les prisons italiennes », lit-on notamment dans ce texte.

Les auteurs de la lettre y joignent la liste d'une trentaine de cas de sévices contre des personnes arrêtées entre janvier et mars 1982, et soulignent que sur les trois mille cinq cents détenus « politiques », 80 % sont encore en attente de jugement. Ils dénoncent, en outre, les pratiques d'isolement, de « fausse au corps » et de sévices physiques et psychologiques dont ils sont victimes. — P. P.

DIPLOMATIE

Un entretien avec le directeur du programme de l'ONU pour l'environnement

(Suite de la première page.)

En dix années, les populations rurales du globe qui ont une alimentation en eau convenable ont progressé de 14 % à 29 %, les populations urbaines de 69 % à 75 %, mais le nombre de humains qui disposent d'un système d'assainissement n'est passé que de 11 à 13 % dans les zones rurales et de 72 à 80 % dans les villes. L'expansion urbaine se fait donc, notamment dans les pays pauvres, dans de très mauvaises conditions.

Voilà un diagnostic peu rassurant. Avez-vous fait de même quelques motifs de satisfaction ?

— Si les faits demeurent ce qu'ils sont, depuis Stockholm, l'évolution des esprits a été considérable. A l'époque, deux pays seulement disposaient d'un ministre ou d'un service de l'environnement. Ils sont cent six aujourd'hui.

Cela veut dire que les pays en voie de développement, si méfiant il y a dix ans à l'égard du concept « environnement », ont pris à présent des engagements clairs. Les organisations non gouvernementales et les grandes associations s'occupant de ces problèmes sont passées de quelques mille cinq cents à cinq mille deux cents.

La modification majeure, c'est dans les idées que l'on a eues. Il y a dix ans, on pensait pollution aujourd'hui, on se préoccupe aussi de déforestation, de pertes de sols, de désertification, de diminution des ressources génétiques. On s'intéresse sur les causes de ces dégradations et notamment sur les impacts convergents de différents polluants sur l'air, l'eau, le sol, les plantes, etc.

Depuis Stockholm, on a réalisé que la croissance économique correctement planifiée pouvait soutenir la cause de l'environnement et vice versa, que ce n'était pas seulement le nombre des habitants qui influait sur les ressources naturelles mais aussi leurs activités, que toutes les nations sont, quelles qu'elles soient, embarquées sur le même bateau. Les faits sont tous : qu'il soit produit en masse par les combustions des pays industrialisés ou plus modestement par celles des pays en voie de développement l'oxyde de carbone peut modifier les équilibres atmosphériques, les températures, les précipitations et donc affecter les zones de production agricole du monde entier.

Les ressources génétiques font partie de ce patrimoine collectif d'alimentation de chacun dépend d'un certain stock mondial d'espèces végétales. Celles-ci sont particulièrement nombreuses dans les pays en voie de développement et notamment dans les forêts africaines. La disparition

de certaines de ces espèces est une menace pour tous les hommes. En ce sens, la coopération Nord-Sud n'est pas un cadeau, c'est la condition de la survie.

■ Nous avons découvert aussi l'incertitude. La diminution de l'espérance d'atmosphère le problème des déchets toxiques enterrés, on n'en parlait pas à Stockholm. Ne nous ligotons pas par des canalisations trop étroites. Les problèmes sont passés de quelques mille cinq cents à cinq mille deux cents.

Enfin, on a accepté l'idée qu'il fallait adopter un autre type de développement, moins consommateur, moins gaspilleur, moins polluant, une technologie moins vorace : un autre style de vie en somme.

■ Si vous devez distribuer des bons points aux Etats ou aux organismes qui ont été le plus efficacement pour l'environnement, à qui les attribueriez-vous ?

— Ces bons points, comme vous dites, iraient aux pays les plus développés qui, les premiers, ont identifié les problèmes et qui possèdent les moyens humains, scientifiques, techniques et financiers de les résoudre. Au premier chef, je voudrais citer le Suède, le Danemark, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Canada, qui ont intégré les préoccupations d'environnement dans leur projet de développement.

On me dit que la France est dans ce cas. C'est à vérifier.

■ Les pays qui ont mené les politiques d'environnement les plus rigoureuses paraissent être ceux où l'opinion publique a pu s'exprimer le plus librement. La démocratie serait-elle le terrain le plus favorable au développement des idées de Stockholm ?

— Bien sûr. Le meilleur moyen de s'assurer que l'environnement ne se détériore pas, c'est, en effet, d'avoir une opinion publique, des discussions franches entre les citoyens et les responsables. Il est indispensable aussi que les populations participent aux décisions, sinon elles n'en soutiendraient pas l'application.

Le désert progresse

— Quels sont les régions où les dommages dans lesquels les efforts ont été les plus infructueux ? Pourquoi ?

— On a échoué jusqu'ici à stopper la désertification et l'érosion des sols, à constituer un registre international des rivières propres, à mener une étude globale de dissémination des produits radioactifs, à établir une coopération entre les pays qui partagent la même ressource naturelle comme les nations riveraines du Nil, du Danube ou du Rhin, à faire adopter par les gouvernements

des règles concernant les modifications climatiques. Certains ont essayé de contrôler l'usage du sol, mais les pays très pauvres n'arrivent pas à comprendre que leur problème numéro un, c'est la désertification. Les managers de l'industrie et les spécialistes expliquent encore ces échecs.

■ La conférence de Stockholm avait souligné l'urgence de la coopération Nord-Sud pour résoudre leurs problèmes d'environnement. Cette aide au tiers monde s'est-elle concrétisée ?

— 20 à 30 millions de dollars par an — ne peuvent être qu'une indication à agir. Le programme des Nations Unies pour l'environnement, qui a été adopté à Stockholm, suppose que les gouvernements eux-mêmes prolongent les efforts du PNUE. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Un seul exemple, pour parler de désertification, il faudrait que l'on dépense 1,8 milliard de dollars par an pendant vingt ans pour faire des pays arides. Pour autant, ce n'est pas cher. La valeur des terres et des productions perdues se monte à 25 milliards de dollars par an. Mais en période économiquement difficile, ce serait un bon investissement. Pourtant, le message ne passe pas. C'est pourquoi, faute de tous ceux qui travaillent dans l'environnement, il s'agit de démontrer par des chiffres et par des faits que la protection de l'environnement est d'un rendement immédiat. Les éléments statistiques existent. Il faut à présent les faire connaître.

■ En mars 1980, la communauté scientifique a proposé aux gouvernements une stratégie mondiale de la conservation, c'est-à-dire une gestion écologique des ressources planétaires, sans laquelle tout développement futur pourrait être compromis. Cette idée a-t-elle été acceptée. En voit-on les premiers effets ?

— L'idée a été bien acceptée. L'Assemblée générale des Nations Unies s'est félicitée de ce que la communauté scientifique ait proposé cette stratégie. Et je peux vous annoncer aujourd'hui que quarante-quatre gouvernements ont déclaré qu'ils mettaient déjà en œuvre cette stratégie de la conservation dans leur planification nationale.

■ En 1972, à Stockholm, on avait noté le problème posé par la surpopulation et l'incidence inévitable sur toute politique de conservation des ressources. Expérience faite, estimez-vous qu'on a eu raison ?

— La conférence de Stockholm avait proclamé : « Les hommes

Avis aux usagers de l'autoroute A6

« La Société des Autoroutes PARIS-RHON-ALPES rappelle qu'elle fait procéder à des travaux de reconstruction de chaussée entre JOIGNY et AUKERRE-NORD, sur une longueur de 7 km. »

« Rétrécissement de chaussée pendant toute la durée des travaux et vitesse limitée à 60 km/h. »

« Durant les périodes de fort trafic, des itinéraires de déviation sont mis en place à partir des échangeurs de JOIGNY, COURTENAY, AUKERRE-NORD, AUKERRE-SUD. »

« Suivre les plans des bulletins distribués à la sortie de ces gares. Merci. »

Le Monde

APRÈS L'ÉTÉ

M. Mauroy : un homme qui sera renoué

Le Monde

Retraite

Italie

Le Monde

TRANSPORTS

Une réforme du ministère

- Création de trois grands services « horizontaux »
- M. Pierre Mayet, directeur de la sécurité routière

Le conseil des ministres du 25 mars a approuvé une réorganisation du ministère des transports, présentée par M. Charles Fiterman. Celle-ci prévoit un renforcement de la structure du département par la création d'organes « horizontaux », aux compétences larges (direction des affaires économiques, financières et administratives, service des affaires internationales, service des études, de la recherche et de la technologie), et un accroissement des compétences des services du boulevard Saint-Germain en matière de sécurité routière.

Le ministère des transports n'est devenu un ministère à part entière. Les diverses tutelles qu'il a longtemps eues ont été transférées à son sein. Il existe jusqu'à un service de la recherche, mais il n'avait que des tâches de gestion. La seconde série de réformes a pour but de renforcer la prééminence du ministère des transports en matière de sécurité routière, à cet effet, la direction des routes et de la sécurité routière est placée en une direction des routes confiée à M. Michel Fève, qui aura en charge la construction, l'entretien et la gestion du patrimoine routier, et une direction de la sécurité et de la circulation routière (aux destinations de laquelle présidera M. Pierre Mayet) chargée de tout ce qui concerne l'utilisation des routes. En même temps, M. Mayet prend les fonctions de délégué ministériel à la sécurité routière, que M. Christian Gréon-deau occupait depuis près de dix ans. Il donne donc à son admi-

stration les moyens de coordonner tous les travaux des divers ministères dans ce domaine. Ces décisions sont confirmées par les conclusions du comité interministériel du 19 décembre dernier qui entendait donner un rôle primordial dans les problèmes de sécurité routière au ministère des transports, lequel s'est trouvé investi des pouvoirs de président du comité interministériel par délégation du premier ministre. Désormais, les responsables principaux de la sécurité routière sont M. Fiterman au plan gouvernemental et M. Mayet au plan ministériel.

Un service des études, de la recherche et de la technologie, qui devra avoir une vue globale de travaux d'études menés dans le secteur tant au ministère même que dans des organismes extérieurs (Institut de recherche des transports, etc.). Il existait jusqu'à un service de la recherche, mais il n'avait que des tâches de gestion. La seconde série de réformes a pour but de renforcer la prééminence du ministère des transports en matière de sécurité routière, à cet effet, la direction des routes et de la sécurité routière est placée en une direction des routes confiée à M. Michel Fève, qui aura en charge la construction, l'entretien et la gestion du patrimoine routier, et une direction de la sécurité et de la circulation routière (aux destinations de laquelle présidera M. Pierre Mayet) chargée de tout ce qui concerne l'utilisation des routes.

En même temps, M. Mayet prend les fonctions de délégué ministériel à la sécurité routière, que M. Christian Gréon-deau occupait depuis près de dix ans. Il donne donc à son admi-

stration les moyens de coordonner tous les travaux des divers ministères dans ce domaine. Ces décisions sont confirmées par les conclusions du comité interministériel du 19 décembre dernier qui entendait donner un rôle primordial dans les problèmes de sécurité routière au ministère des transports, lequel s'est trouvé investi des pouvoirs de président du comité interministériel par délégation du premier ministre. Désormais, les responsables principaux de la sécurité routière sont M. Fiterman au plan gouvernemental et M. Mayet au plan ministériel.

Un service des études, de la recherche et de la technologie, qui devra avoir une vue globale de travaux d'études menés dans le secteur tant au ministère même que dans des organismes extérieurs (Institut de recherche des transports, etc.). Il existait jusqu'à un service de la recherche, mais il n'avait que des tâches de gestion. La seconde série de réformes a pour but de renforcer la prééminence du ministère des transports en matière de sécurité routière, à cet effet, la direction des routes et de la sécurité routière est placée en une direction des routes confiée à M. Michel Fève, qui aura en charge la construction, l'entretien et la gestion du patrimoine routier, et une direction de la sécurité et de la circulation routière (aux destinations de laquelle présidera M. Pierre Mayet) chargée de tout ce qui concerne l'utilisation des routes.

En même temps, M. Mayet prend les fonctions de délégué ministériel à la sécurité routière, que M. Christian Gréon-deau occupait depuis près de dix ans. Il donne donc à son admi-

stration les moyens de coordonner tous les travaux des divers ministères dans ce domaine. Ces décisions sont confirmées par les conclusions du comité interministériel du 19 décembre dernier qui entendait donner un rôle primordial dans les problèmes de sécurité routière au ministère des transports, lequel s'est trouvé investi des pouvoirs de président du comité interministériel par délégation du premier ministre. Désormais, les responsables principaux de la sécurité routière sont M. Fiterman au plan gouvernemental et M. Mayet au plan ministériel.

Un service des études, de la recherche et de la technologie, qui devra avoir une vue globale de travaux d'études menés dans le secteur tant au ministère même que dans des organismes extérieurs (Institut de recherche des transports, etc.). Il existait jusqu'à un service de la recherche, mais il n'avait que des tâches de gestion. La seconde série de réformes a pour but de renforcer la prééminence du ministère des transports en matière de sécurité routière, à cet effet, la direction des routes et de la sécurité routière est placée en une direction des routes confiée à M. Michel Fève, qui aura en charge la construction, l'entretien et la gestion du patrimoine routier, et une direction de la sécurité et de la circulation routière (aux destinations de laquelle présidera M. Pierre Mayet) chargée de tout ce qui concerne l'utilisation des routes.

URBANISME

DE NOUVELLES DISPOSITIONS DANS LA CAPITALE

- Augmentation du prix du stationnement payant.
- Gardes à cheval dans le bois de Boulogne.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a annoncé, vendredi 26 mars, au cours d'une réunion des presse les propositions qu'il fera au conseil municipal du 29 mars.

● Stationnement payant. — Mille huit cents places nouvelles vont être créées dans la capitale. Elles se répartissent ainsi : mille cinq cents dans le dixième arrondissement, deux cents dans le huitième et cent dans le septième. D'autre part, les tarifs du stationnement payant seront augmentés avant le 1^{er} janvier. Selon les quartiers, ils passeront de 3 à 3 francs de l'heure et de 3 à 4 francs. Le stationnement « résidentiel », sera aussi augmenté de 10 à 12 francs. Enfin l'abandonnement annuel des véhicules passera de 500 à 550 francs.

● Sécurité dans le bois de Boulogne. — Un peloton de trente-deux gardes à cheval qui effectueraient quotidiennement, jusqu'à une heure avancée de la soirée, des patrouilles dans le bois de Boulogne, a été dissout. On a décidé d'intensifier la surveillance, a-t-on annoncé. M. Chirac, la Ville va construire des courtes sur un terrain de plus de 4 000 mètres carrés situé rue de l'hippodrome. Le projet prévoit un bâtiment principal comprenant trente-deux boxes ainsi que les locaux réservés aux gardes.

● Journaux lumineux. — Le conseil de Paris sera appelé lundi à autoriser la Ville à lancer un appel d'offres pour louer soixante appareils projecteurs de journaux lumineux. Une dizaine seront placés dans le hall des mairies annexes, les autres se trouveront répartis sur la voie publique, après concertation avec les élus locaux et avis des commissions d'arrondissement concernés. Ce système d'information devrait permettre, selon M. Chirac, de donner des bulletins d'information générale sur les activités de la mairie et des informations spécifiques à chaque arrondissement.

● Grève du personnel des services des eaux. — Parant de la grève en cours, M. Chirac a déclaré : « Je dis non à la nouvelle demande de la C.G.T. exigeant l'abaissement horaire du travail à 33 heures 16 par semaine et je n'ai pas l'intention de changer de position. Le rythme de 37 heures 34 (soit depuis le 1^{er} janvier 82, contre 36 heures 24) me paraît comme tout à fait raisonnable. » La question des rejets dans la Seine des eaux non traitées à Achères reste donc entière. Elle relève, selon le maire, de la seule responsabilité des syndicats. — J. P.

Les perturbations pour les départs en vacances

Des pilotes d'Air Inter appellent à la grève lundi et mardi

Divers mouvements sociaux vont affecter, à partir de ce samedi 27 mars, des services de journaux et de transports internationaux et nationaux. La grève d'une partie des navigateurs d'Air France a commencé ce jour, mais la compagnie nationale espère pouvoir assurer, outre la totalité de son trafic long-courrier, une bonne partie de ses vols moyen-courriers (70 % le 27 mars et plus de 80 % le 28 mars). Les grévistes protestent contre l'achat par la compagnie de douze Boeing-737, qui seront pilotés par deux navigateurs, sans officier mécanicien, à la sécurité d'un mouvement. Les pilotes d'Air Inter ont décidé, à leur tour, de se joindre au mouvement les 29 et 30 mars. Air Inter espère assurer, pendant ces deux jours les trois

quarts de son trafic. Toutes ses destinations seront desservies, mais selon des fréquences réduites.

Les entrepreneurs de transport routier manifesteront, pour leur part, lundi dans toute la France. Ils réclament la suppression des péages, les automobilistes peuvent craindre des bouchons et des barages de routes, principalement dans l'Ouest et le Midi où les transports ont pris des positions en flèche contre la politique générale du gouvernement à leur égard et la hausse du prix du gazole. Les organisations de salariés ont cependant refusé de s'associer à ce mouvement.

Renseignements : Air France, 320-15-55 ou auprès des services de réservation de la région (pour la région parisienne : 833-15-15). Air Inter : 532-23-23, et à partir du 29 mars à 6 heures : 870-12-13.

ROUTERS : LES SALARIÉS SE DÉMARQUENT DE LEURS PATRONS

L'un après l'autre, les syndicats de salariés du transport routier se démarquent de l'action décidée par les deux organisations patronales de la profession : la Fédération nationale des transporteurs routiers (F.N.T.R.) et l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) pour le 29 mars.

Pour la Fédération des transports C.G.T., « cette grève n'est pas celle des travailleurs, elle est faite contre eux », et les grévistes ont pour but de perdre un centime au cas où ils se trouveraient dans l'impossibilité de travailler. M. Jean Baret, secrétaire général de la Fédération, déclare notamment : « Est-ce trop demander que d'avoir une négociation véritable avec les patrons et d'obtenir la durée du travail ? » La Fédération générale des transports et de l'équipement (F.G.T.E.-C.F.D.T.), qui a décidé, de son côté, une semaine d'action du 30 mars au 5 avril, tient, elle aussi, à se distinguer du mouvement patronal. « Les patrons ont lancé cette journée d'action précisément pour ne rien lâcher », estime la C.F.D.T. Enfin, la Fédération nationale des chauffeurs routiers poids lourds et assimilés (F.N.C.R.) déclare qu'elle est « étrangère à ce mouvement, car elle ne saurait prendre parti entre le gouvernement et les entreprises d'autant plus que celles-ci ne manquent pas de répercuter les charges nouvelles sur les salariés ».

● Au cabinet du ministre de l'environnement. — M. Jean-Claude Roure qui avait été nommé vice-président des services délégués à la qualité de la vie au ministère de l'environnement, vient d'être aussi désigné comme directeur de cabinet de M. Michel Crépeau, en remplacement de M. Lucien Kallou, appelé à d'autres fonctions.

Des pilotes d'Air Inter appellent à la grève lundi et mardi

Divers mouvements sociaux vont affecter, à partir de ce samedi 27 mars, des services de journaux et de transports internationaux et nationaux. La grève d'une partie des navigateurs d'Air France a commencé ce jour, mais la compagnie nationale espère pouvoir assurer, outre la totalité de son trafic long-courrier, une bonne partie de ses vols moyen-courriers (70 % le 27 mars et plus de 80 % le 28 mars). Les grévistes protestent contre l'achat par la compagnie de douze Boeing-737, qui seront pilotés par deux navigateurs, sans officier mécanicien, à la sécurité d'un mouvement. Les pilotes d'Air Inter ont décidé, à leur tour, de se joindre au mouvement les 29 et 30 mars. Air Inter espère assurer, pendant ces deux jours les trois

quarts de son trafic. Toutes ses destinations seront desservies, mais selon des fréquences réduites.

Les entrepreneurs de transport routier manifesteront, pour leur part, lundi dans toute la France. Ils réclament la suppression des péages, les automobilistes peuvent craindre des bouchons et des barages de routes, principalement dans l'Ouest et le Midi où les transports ont pris des positions en flèche contre la politique générale du gouvernement à leur égard et la hausse du prix du gazole. Les organisations de salariés ont cependant refusé de s'associer à ce mouvement.

Renseignements : Air France, 320-15-55 ou auprès des services de réservation de la région (pour la région parisienne : 833-15-15). Air Inter : 532-23-23, et à partir du 29 mars à 6 heures : 870-12-13.

ROUTERS : LES SALARIÉS SE DÉMARQUENT DE LEURS PATRONS

L'un après l'autre, les syndicats de salariés du transport routier se démarquent de l'action décidée par les deux organisations patronales de la profession : la Fédération nationale des transporteurs routiers (F.N.T.R.) et l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) pour le 29 mars.

Pour la Fédération des transports C.G.T., « cette grève n'est pas celle des travailleurs, elle est faite contre eux », et les grévistes ont pour but de perdre un centime au cas où ils se trouveraient dans l'impossibilité de travailler. M. Jean Baret, secrétaire général de la Fédération, déclare notamment : « Est-ce trop demander que d'avoir une négociation véritable avec les patrons et d'obtenir la durée du travail ? » La Fédération générale des transports et de l'équipement (F.G.T.E.-C.F.D.T.), qui a décidé, de son côté, une semaine d'action du 30 mars au 5 avril, tient, elle aussi, à se distinguer du mouvement patronal. « Les patrons ont lancé cette journée d'action précisément pour ne rien lâcher », estime la C.F.D.T. Enfin, la Fédération nationale des chauffeurs routiers poids lourds et assimilés (F.N.C.R.) déclare qu'elle est « étrangère à ce mouvement, car elle ne saurait prendre parti entre le gouvernement et les entreprises d'autant plus que celles-ci ne manquent pas de répercuter les charges nouvelles sur les salariés ».

● Au cabinet du ministre de l'environnement. — M. Jean-Claude Roure qui avait été nommé vice-président des services délégués à la qualité de la vie au ministère de l'environnement, vient d'être aussi désigné comme directeur de cabinet de M. Michel Crépeau, en remplacement de M. Lucien Kallou, appelé à d'autres fonctions.

LE SALON DU LIVRE

De l'humour pour les enfants

Les enfants devaient se doter depuis longtemps que les grandes personnes n'étaient ni infatigables ni parfaites. Mais désormais c'est officiel. Les petits lecteurs ont des albums et des livres de poche qui les aident à y voir clair dans les rapports humains et les prétendues hiérarchies entre générations.

La littérature enfantine n'est plus ce qu'elle était. Les nourrissons de concours, roses et dociles, les jolies mamans et les papas sécuritaires ont jeté le masque. C'est vrai : il y a des bonnes femmes collantes qui veulent à tout prix séduire les bébés (Fais-moi un sourire, de Diane Patterson, chez Gallimard), des parents aveugles et débordés qui vous abandonnent à vos problèmes (Théophile a rétréci, de

Florence Parry Heide et Edward Gorey, à l'école des loisirs, *Servant et le monstre*, d'Helen Oxenbury, Gallimard), des grand-mères horribles dont on ne peut se débarrasser qu'au prix de magiques radicales (la Potion magique de Georges Bouillon, de Rolf Dahl, ill. Quentin Blake, Gallimard, Folio junior).

Déjà, Colin Hawkins invitait les moins de dix ans à s'interroger : votre grand-mère est-elle une sorcière ? (Les Sorcières, Albin Michel Jeunesse) ; il leur suggérait des tests, des indices où se trahissent ces vieilles dames pittoresques et, finalement, attendrissantes.

Haro sur la grand-mère

La grand-mère de Georges Bouillon, elle, est irrécusable : contrariante, tyrannique et de mauvais conseil, elle ne s'apaise pas, malgré les vertus des shampooings, détergents et produits vétérinaires dont il a composé — au petit bonheur la chance — sa potion. Elle grandit, grandit jusqu'à percer le toit. Une autre formule tout aussi hasardeuse la réduira à un point, puis au néant, et personne ne s'en plaindra. Mais le père Bouillon, d'abord ébloui par les perspectives commerciales de la potion, devra renoncer à ses projets d'élevage intensif : poules géantes et vaches impuissables.

L'humour, qui a décidément investi les livres d'enfants, n'est pas toujours de ce noir. Deux livres récents, venus des Pays-Bas, se veulent des miroirs proposés à l'enfance ; Les bons sont faits pour être mangés, de Gums Kuijter (Bordas, Aux quatre coins du temps), ou Cher nous dans la rue, de Anke de Vries (Nathan, Arc-en-poeche), montrent les petits tels qu'ils sont, leurs propos entre eux et leurs interrogations. C'est très vivant et souvent très drôle. Le lecteur adulte y surprend les signes d'une évolution des rapports parents-enfants, la recherche d'une autonomie — pour les copains comme pour les couples, liés ou non par le mariage. A quel âge est-on sensible à ce regard sur soi-même ?

Chacun cherche à sa manière la libération des expressions

naturelles de l'enfance ; deux albums d'un auteur suédois vont aussi dans ce sens : *Abra-cadabra*, et *Dans une petite semaine*, d'Eva Eriksson (Centurion Jeunesse, coll. « Victor et Rosalie ») ; Rosalie prend seule l'autobus ou bien elle prend le téléphone ou bien elle trouve un ami à ses jeux, à sa fantaisie, les adultes répondent par la disponibilité et le soutien ; ce qui peut être d'ailleurs une nouvelle forme de sécurisation.

Dans la ligne des démythifications plaisantes, le *Monstre* potu de Fef, sur un texte d'Henriette Eichornier (Gallimard, Folio Benjamin), mettra sûrement tout le monde d'accord. Vous y verrez (poil au nez) comment la petite Lurde (poil aux cils) vient à bout de cet affreux (poil aux yeux), et, inutile d'insister, cela va de soi.

Mais pour en revenir aux grands-mères, si elles savent rire, offrez-leur donc un autre album de Fef : *Aloï, ma grand-mère...* (La Parandole, Feq follet). Ça les rassurera peut-être.

SIMONE LAMBLIN.

Le Père Castor à cinquante ans

L'âge de la retraite n'est pas venu pour le Père Castor. Loin de là. C'est comme s'il avait une seconde jeunesse. Le petit dernier, né en 1980, *Le Castor Poche*, fait le bonheur de la famille.

Belle histoire que celle de cette collection — qui fait honneur à l'enfant et à l'édition française — et qui avait commencé comme un conte : il était une fois un homme qui se consacrait à l'édition de livres pour enfants, et un mouvement d'éducation nouvelle. En 1937, à Locré, il rencontre un pédagogue tchèque qu'il considère comme le génie de l'éducation d'une personne. *Franciszek Szulc*, et au cours d'une visite de l'Institut Bakulé à Prague, trois ans plus tard, il rencontre la collaboratrice du pédagogue, *Lida Durdikova*. Il l'épouse et ils eurent beaucoup de petits *Père Castor*... Les deux premiers, des livres-jeux, étaient parus pour les étrennes 1937. Le découpe, je fais mes masques.

1941 : 100^e album ; 1952 : 200^e 1975 : 400^e 1979 : 500^e 1982 : 600^e (170 titres sont actuellement disponibles). Plus de 30 millions d'exemplaires ont été vendus en langue française ; certains titres (Pancake, Michka, Fexhe) ont dépassé 500 000 exemplaires vendus. Depuis 1967, *Franciszek Szulc*, le fils de Paul et de Lida, a repris l'atelier du Père Castor, qui continue à fournir des lectures à tous, depuis les premiers bûcheronniers jusqu'à l'âge où on n'aime lire.

S.O.S. MANUSCRITS
11, rue Boyer-Barrot
75014 PARIS - 541-17-27
Rédaction, remaniement, correction de textes autobiographiques, documentaires ou techniques.

EDITIONS DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX
10, rue de l'Abbaye 75006 Paris

La Revue du Louvre et des Musées de France
en vente au Salon du Livre, stand G 13

Vient de paraître

EGLISE et le SOCIALISME
24 F

CHEZ VOTRE LIBRAIRE ET PIERRE TÉQUI
82, RUE BONAPARTE - PARIS VI

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Claude Jolly.

Impression : de « Monde », r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
I.S.S.N. : 0395-2037.

AU SALON DU LIVRE
Dimanche 28 Mars de 15 h à 17 h
Michel BEURDELEY signera son ouvrage **L'EXODE DES OBJETS D'ART** sous la Révolution
Lundi 29 Mars de 15 h à 17 h
Marie-Blanche D'ARNEVILLE signera son ouvrage **PARCS ET JARDINS SOUS L'EMPIRE**
TALLANDIER

Rencontrez les auteurs

ROBERT LAFFONT

SALON DU LIVRE DE PARIS
Dimanche 28 et Lundi 29 mars

Bernard Clavel
Évelyne Coquet
J. Derogy J.-M. Pontaut
Georges Ifrah
Charlotte Le Millour
Serge Lentz (Prix des Libraires 1982)
Yann Le Pichon
Claude Micheler (Prix des Libraires 1980)
Mireille
Michel Peyramaure
Henri Quémener
Ariane Randal
Jean Raspail
Rita Thalman

Signeront leurs livres au Stand **ROBERT LAFFONT**

Presence de la francophonie

Le Québec sous le r...

Le Québec sous le r...

rachid boudjedra

le vainqueur de coupe

denoël

SALON DU LIVRE
STAND N° 3

LE SALON DU LIVRE

Le Québec sous le regard de quatre romanciers

(Suite de la première page.)
Au terme du roman, à l'été 1946, il s'est passé très peu de choses dans la famille Plouffe. Cécile et Josephine, inchangées. Renvoyé par ses patrons chrétiens pour crime de lèse-majesté, le père Plouffe, retraité sans retraite et chômeur sans allocations, le père meurt paralysé. Napoléon et Ovide, qui n'ont pas quitté le Québec, ont épousé deux bonnes grosses auxelles ils font des enfants. Le Québec continue.

Mais Guillaume a été recruté par le gouvernement d'Ottawa pour se battre contre les Allemands. C'est sa chance. Loin de la mère castratrice, du Québec, et du curé de la paroisse, en Europe et face aux Allemands, il deviendra peut-être un homme.

Le film et l'édition actuelle du roman sont sur-titrés : « Il était une fois des gens heureux : les Plouffe ». En somme, une famille Durand du Québec. Des gens heureux.
Il y a maldonne. Ce n'est pas dans le bonheur que naissent les Plouffe de 1948, mais dans la médiocrité, la frustration, l'humiliation et l'imbécillité. Tout au plus sont-ils trop habitués, trop bien dressés à ce genre de bonheur pour avoir envie d'en sortir et de goûter un peu du malheur de la liberté.

Et puis, le pourraient-ils ? Les années 1940-1950 du Québec, c'est le temps de « la grande noirceur » : chômage, épidémie de famine, privations, menace de la conscription, surveillance de tout le monde par tout le monde, délation et chantage, bigoterie et conformisme.

Heureux ? Peut-être, comme des bêtes châtées. Car même dits avec humour et gentillesse (le récit de Roger Lemelin ne grince pas), la peur du corps, la hantise du « péché de chair », l'impuissance devant les femmes, la peur devant les hommes, le refoulement de chaque instant, n'en restent pas moins ce qu'ils sont.

Le politicien canadien français à sa gauche, l'employeur anglais à sa droite, le prêtre régnant sur le Québec, comme clercal. Cela le livre ne le dit pas, et pour cause. Le Québec de 1948, c'est aussi l'autoconservation. Il faudra encore une bonne dizaine d'années pour que les plumes se délient un peu, avec le *Journal d'un inquisiteur* de Gilles Lacelle (1980), le *Libraire* de Gérard Bessette (1980) et *Prochain épisode* d'Hubert Aquin (1985).

Mais ce qui n'est pas dit est abondamment suggéré, indiqué, signalé, en y ajoutant que le person-

nage central de la trilogie, Denis Boucher, le seul à chercher les voies d'une révolte possible, n'apparaît que fugitivement dans « la Famille ».

Avec tout cela, le roman de Roger Lemelin est bien construit, écrit avec élégance et fermeté, vivement mené. Il se lit d'une haleine et n'a pas vieilli d'un cheveu.

De vraies qualités d'écrivains

La France est absente de la vie et des pensées des Plouffe. Ou pire : le peu qu'elle est nommée l'est en mal. Les Plouffe haïssent les Anglais mais les craignent, n'aiment guère les Américains mais les apprécient, sont plutôt en sympathie avec les Allemands, même nazis, et ignorent la France, sinon pour la voir à travers les grognements de leurs prêtres, comme le pays du péché, que Dieu punira de son athéisme un jour prochain.

Le Cercle des arènes, de Roger Fournier (2), est, au contraire, plein de la France, d'une France découverte et, en bout de compte, passionnément aimée par deux Québécois, le fils et le père.

Ce fils, Sébastien, est pratiquement orphelin. Du moins abandonné par son père, Laurent, avant même qu'il ne soit né ; et élevé par une mère un peu lointaine, qui a refait sa vie. Son père, il l'a vu rapidement trois ans avant, alors qu'il venait de décider de partir pour l'Amérique, quel faire ? Sébastien n'en sait trop rien. Pour être ailleurs.

Il y est maintenant depuis deux ans, connaissant le fait et la misère. A bout de forces, il se décide à faire télégraphier à son père pour en avoir un peu d'argent. Et c'est quelques jours après Laurent lui-même qui arrive.

Les deux hommes vont se retrouver avec une passion romantique. Le père est maintenant un homme de quarante-cinq ans, qui fait des dollars gros comme lui et n'a rien abandonné d'un goût frénétique pour les femmes. Il séduit sans mal un fils qui craint du besoin de le revoir, et avec lui découvre Paris.

Un Paris qui n'est ni tout à fait celui des touristes ni tout à fait celui des Parisiens, mais qui est senti et rendu avec une chaleur communicative.
Nos deux coqs vivent donc dans la paix retrouvée, quand « une poule survient ». Elle a vingt-trois, vingt-

quatre ans, se prénomme Sylvie, et c'est la fille d'un « juge à la cour d'assises ». Ravissante, bien sûr, et assez débraillée pour offrir aux deux hommes de les emmener voir une corrida à Nîmes « dans sa petite Renault 12 » et avec la bénédiction du papa-juge, devenu un ami.

On voit venir le coup, gros comme une montagne. Laurent et Sébastien se disputent ce cœur à prendre, avec sursauts à Fontainebleau (château), Vézelay (basilique), Beaune (hospices), Marseillat (caves), Orange (théâtre romain), Avignon (pont) et enfin Nîmes, arènes et arrêt final. La belle enfant, qui s'est amusée d'eux, disparaît. Les deux coqs se cognent un bon coup et se reconcilient sous l'œil attendri de la France.

Toute cette seconde moitié du livre est bien touristique cette fois (l'oubli des vignettes de Tain-l'Hermitage), bavard et languissant. Mais la première saveur le livre. Et si Roger Fournier a pu avoir voulu en faire trop et pour marquer un peu lourdement des symboles faciles — le Québec orphelin de la France et toute cette sorte de choses, — il lui sera beaucoup pardonné pour l'émotion réelle qui baigne son roman, et de vraies qualités d'écrivain.

« Le Matou »

Du troisième roman québécois de ce mois, *Le Matou*, d'Yves Beauchemin (3), on ne peut dire que du contradictoire. Il est long, long, et malgré cela on le lit bien, au moins par étapes. Il est bavard, bavard, et on l'écoute sans dégoût. Il est confus, et pourtant on s'y retrouve.

En deux lignes pour cinq cent quatre-vingt-trois pages, c'est l'histoire d'un jeune couple montréalais, Florent et Elise, poursuivis par la haine incompréhensible d'un vieillard passionnément mystérieux, qui se fait appeler Batalevsky et n'est peut-être qu'un Québécois tourmenté par les démons.

Roman policier ? Picaresque ? Fantastique ? Un peu de tout, ça sans que l'auteur se décide pour l'un ou l'autre. Les épisodes se suivent, ne se ressemblent pas, mais la vingtaine de personnages du livre nous sont peu à peu familiers. Un peu trop peut-être : on les voit venir de loin.

De même qu'à Roger Fournier, il sera pardonné à Yves Beauchemin d'avoir voulu en faire trop. D'abord parce qu'il le fait sympathiquement, avec beaucoup d'entrain, sans trop se répéter ; ensuite, parce que le tableau qu'il nous donne de Montréal et du Québec est vrai et minutieux. Et enfin, parce qu'il est difficile de remettre le livre avant de connaître le châtiment réservé dans les dernières pages à l'affreux Batalevsky. Alors...

Comment peut-on être québécois ?

Familièrement au Québec, « la tête à Papineau », c'est celle d'un homme exceptionnellement intelligent et instruit. Mais les deux « têtes à Papineau », du récit de Jacques Godbout (4), appartiennent au même corps, celui de Charles-François Papineau, dit « les têtes ». Si ce phénomène de foire si l'on veut, mais aussi un brave enfant né comme beaucoup d'autres à Montréal en 1855, et que ses parents aiment bien.

On voit sans être québécois le parti qu'un auteur peut tirer de cette situation tragico-comique. Deux têtes, ce sont deux façons de sentir le monde et d'y vivre : celle de François, fils de naissance, un « côté gauchiste » qui horripile celle de Charles, nord-américain, dès sa venue au monde.

A l'époque du roman, aujourd'hui, ce bédéphile que tout le monde

AL-GAZALI — Le livre du bien et du mal 129 F
D. GEMARET — Théorie de l'acte humain en théologie musulmane 183 F

6, PLACE DE LA SORBONNE, 75005 PARIS

J. LANDWEHR Les orchidées sauvages de France et d'Europe

2 TOMES
Une mine d'informations précieuses pour les amis de la nature et les botanistes professionnels.
170 pages - format 31 x 23,5
318 planches en couleurs
Les 2 volumes : 140 F.

SALON DU LIVRE STAND G 10

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
3, place de l'Odéon
75006 Paris - 633.18.18

ALAIN JEMAIN MICHELIN

un siècle de secrets
Un siècle d'opiniâtreté, de secrets de fabrication, de rigueur dans la gestion... Avec toujours une pointe d'humour en plus ! Une aventure hors du commun !

CALMANN-LÉVY
STAND C 23
ou Alain Jemain signera son livre le 27 Mars

Découvrez sur le stand de l'IMPRIMERIE NATIONALE

La prestigieuse Collection:

Lettres Françaises

Des chefs-d'œuvre de la littérature
Des illustrations originales
Des éditions critiques de haute qualité

stand E8

Présence de la francophonie

Comme l'an dernier, le Québec est, au Salon, la région représentée des communautés francophones hors de France. Affaire de crédits certes, mais aussi de nombre d'éditeurs ; sans compter que les auteurs québécois sont aussi présents sur le stand de leur éditeur ou co-éditeur français.

La Belgique est très présente, d'une part avec le stand collectif des éditeurs belges de langue française : ouvrages scolaires ou techniques (l'important ici sur le livre d'art (souvent de petit format, et beau), et sur la littérature romanesque. Il est vrai que Bruxelles ou Liège sont le près de Paris... Des éditeurs belges ont également leur stand : en tête, la bande dessinée (nous sommes au pays de Tintin et Milou) et le livre d'enfants ou d'art (très soigné, chez Ducolot).

Les Suisses ont également leur stand collectif d'éditeurs : surtout de très beau livre d'art en

grande format, toujours très demandés par la clientèle française.

Le Maghreb et l'Afrique noire sont les grands favoris de cette représentation de la francophonie. Heureusement l'Agence de coopération culturelle et technique, dont l'une des missions essentielles est précisément d'aider à faire vivre et croître l'édition francophone, a surtout d'Afrique, a créé une partie d'un stand aux Nouvelles Éditions africaines, qui peuvent présenter ainsi quelques bons titres.

A signaler, le stand de l'association « Information, culture et immigration » (ICEI, 43 bis, rue des Entrepreneurs, 75019 Paris, tél. : 575-62-23), consacré aux « écrivains de la Méditerranée », avec un regroupement intéressant de romans et d'ouvrages de base sur les : immigrés méditerranéens, yugoslaves et turcs compris, et surtout maghrébins.

Le Monde

est présent au Salon du livre
STAND A 19

TOUT SUR LA POLOGNE

Nouveautés et livres anciens en français et en polonais
La plus grande choix d'affiches polonaises

LIBRAIRIE POLONAISE

123, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS
(fondée en 1833)

Tél. : 326-04-42

rachid boudjedra signera son livre le vainqueur de coupe

le dimanche 28 Mars
à partir de 15 h.

ainsi que :
• LA RÉPUTATION
• L'INSOLATION
• TOPOGRAPHIE IDEALE POUR UNE AGRESSION CARACTÉRISÉE
• L'ESCARPOT ENTÉRI
• LES NOUVEAUX
DE LA NOSTALGIE
denoël
SALON DU LIVRE
STAND M 3

AUX EDITIONS DU CLUB DE L'HONNÊTE HOMME



En cours de parution CELINE

Édition en 9 volumes,
présentée par Frédéric VITOUX,
illustrée par Raymond MORETTI.



BALZAC

Remarquable édition critique des Œuvres complètes en 24 volumes illustrés.



DUMAS

Ses grands romans historiques regroupés par siècle. 1^{re} série parue : romans du XVI^e siècle. 2^e série en cours de parution : romans du XVII^e siècle. Notice de Gilbert SIGAUX.



SARTRE/BEAUVOIR

Pour la première fois réunies en une seule édition, leurs Œuvres romanesques, 10 volumes tous parus.

Aux Éditions du Club de l'Honnête Homme, 32, rue Rousselot - 75007 Paris - Tél. 783.61.85-1

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation sur :

☐ L'Œuvre de Celine ☐ Planisset ☐ Pergaud ☐ Colette ☐ Pagnol ☐ Labiche

☐ Les Œuvres complètes de Balzac ☐ Les Romans historiques d'Alexandre Dumas (XVI^e et XVII^e)

☐ Théâtre complet de Sacha Guitry ☐ L'Œuvre romanesque de Sartre/Beauvoir

Nom : _____ Prénom : _____ Profession : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Aux Éditions du Club de l'Honnête Homme, Lucie Fieschi éditrice, 32, rue Rousselot, 75007 Paris, tél. 783.61.85.

Les monstres

HERVÉ GUIBERT.
* Voir les grandes natures

Sylvia Sass dans « Alceste »

JACQUES LONCHAMPT.
★ Prochaines représentations les 28
et 31 mars et le 4 avril.

MICHEL COURNOT.

★ 3, rue du Pont-Louis-Philippe

Né à Montreux en 1895, Gilles, après la séparation d'avec Julien, s'associa d'une manière éphémère avec d'autres partenaires (Edith, puis Urfer), composa de nombreuses chansons dont les *Trois Cloches* (rendues populaires par Edith Piaf) et *L'enseigne de la fille sans cœur*, ouvrit, avenue de l'Opéra, un cabaret (chez Gilles) qui joua un certain rôle dans la chanson française au lendemain de la Libération. En 1959, il se retira à Vevey, dans le pays de Vaud.

En 1977, la firme Escargot avait publié un double album de ses princi-

Parmi les documents, qui étaient provisoirement placés sous vitrines non cadenassées dans une des salles où les conservateurs des Archives préparent une exposition sur la Révolution française, seul un texte de Robespierre présente une très grande valeur historique : daté du 9 Thermidor, c'est, probablement, le dernier de sa main. Il semble improbable qu'il puisse être néocé.

Cette distinction couronne la carrière de chef d'orchestre d'Igor Markévitch qui, après la publication du premier volume de ses *Mémoires*, vient de réaliser aux éditions Van de Velde une édition encyclopédique des neuf *Symphonies* de Beethoven (le Monde du 5. Février).

A PARTIR DU 31 MARS

ENTERTAINMENT

LES FILMS ARANE présentent

DANIEL AUTEUIL CATHERINE ALRIC
ANNE JOUSSET TANYA LOPERT PHILIPPE KHORSAND

**T'EMPÊCHES
TOUT LE MONDE
DE DORMIR!**

un film de
GERARD LAUZIER

PAR L'AUTEUR DE
**JE VAIS CRAQUER
LES TRANCHES DE VIE
LE GARÇON D'APPARTEMENT**

adaptation et dialogues de GERARD LAUZIER, d'après le roman LE GARÇON D'APPARTEMENT
musique de JEAN-PIERRE MAS - ALDO ROMANO - CESARIS ALVIM - ANTOINE CHIFFRE NEUF
chansons de CLAUDE NOUGARO
avec HENRI DEUS - JEAN-GABRIEL NORDMANN - DIDIER KAMMAYKA - LOUISE CHEVALIER
monté par ERIC MOULARD - montage JEAN-PAUL SCHWARTZ
produit par LES FILMS ARANE distribué par **Smiff**

[illegible]

Le Monde
dans **DI MANCHE**
UNE PAGE
L'ACTUALITÉ DU DISQUE
CLASSIQUE - JAZZ - ROCK - VARIÉTÉ

RADIO-TÉLÉVISION

LA SITUATION FINANCIÈRE DES CHAINES

La polémique se poursuit

La situation financière des chaînes de télévision continue de provoquer des remous. A la suite de la question écrite de M. Robert-André Vivien, député du Val-de-Marne, président du groupe d'études R.F.R. de la commission, accusant les directions de TF 1 et A 2 d'être en cessation de paiements à cause d'une « embauche pléthorique de personnel » et d'« augmentations de salaire non justifiées », les directions de TF 1 et A 2 avaient opposé immédiatement un démenti, tandis que le ministre de la communication, M. Georges Fillioud, tout en dénonçant une opération politique « irritante » et sans « aucun fondement », reconnaissait cependant que TF 1 connaissait « quelques difficultés de trésorerie à ne pas confondre avec des difficultés financières ». « Il n'y a pas eu d'emprunt », a-t-il précisé.

M. Robert-André Vivien, revenant aussitôt sur sa première question, a répondu que M. Fillioud reconnaissait par là qu'une société nationale de télévision avait des problèmes, qu'il constatait également que des syndicats lui donnaient raison quand il dénonçait l'augmentation pléthorique des effectifs. « Je rappelle que les sociétés de télévision ont des recettes et des dépenses imposées par le gouvernement », dit-il. « Je demande à M. Fillioud s'il y a adéquation entre les objectifs d'argent et les moyens mis à la disposition des chaînes pour l'année 1982. Je demande si les téléspectateurs, qui ont acquitté 6 milliards 124 millions de francs de redevance ne paieront pas des incohérences qui résulteraient de la situation de la loi sur l'audiovisuel. » M. Vivien demande également de préciser s'il est dans les intentions du gouvernement de débloquer le montant des recettes publicitaires autorisées à la télévision, qui représente actuellement près de 2 milliards de francs. La gravité d'une telle décision, si elle se révélait exacte, n'échappera pas à tous ceux qui sont attachés au pluralisme de la presse écrite et des radios.

Revenant à la charge, M. Alain Madelin, autre député de l'opposition, a demandé à son tour, dans une question écrite envoyée le 25 mars à M. Fillioud, que « toute la lumière (soit faite) sur la situation financière actuelle des sociétés de radio-télévision », « que soit publié le nombre exact des personnels permanents et occasionnels intégrés depuis le 10 mai ainsi que les fonctions correspondantes. Le service public, ajoute-t-il, ne saurait être confondu avec un self-service politico-syndical ».

De son côté, la direction de FR 3, qui n'a pas été mise en cause par M. Vivien, mais par une radio périphérique, précise qu'« elle n'a fait que régulariser les situations précaires des personnels qui collaboraient en son sein depuis longtemps », soit quelque trois cent cin-

quante personnes « qui avaient au minimum un an de collaboration, certaines [étant] employées depuis des années, parfois même plus de dix ans, sans être pour autant dotées de contrat à durée indéterminée ». « Cette opération de gestion n'a pas entraîné de dépenses supplémentaires importantes, puisque les intéressés qui étaient déjà rémunérés ont tout simplement bénéficié d'un changement de régime juridique, en francs constants, l'accroissement correspondant de la masse sa-

lariale n'a été que de 6 millions de francs, soit 0,3 % du budget. » FR 3 affirme en outre que, « à la fin février 1982, la situation de trésorerie de cette chaîne présentait un solde positif de 120 millions de francs ».

Enfin, un communiqué du conseil d'administration d'Antenne 3 rappelle que « la situation de la trésorerie de la chaîne est absolument normale », que le budget qu'il a adopté pour 1982 « est équilibré et que, en l'état actuel de l'exécution du budget, tout budget que cet équilibre sera respecté ».

A LA COMMISSION HOLLEAUX

Les radios libres pourront avoir des portées variables

La commission Holleaux, réunie jeudi 25 mars pour examiner la situation des radios libres en région parisienne, n'a pu se prononcer définitivement sur le plan proposé par T.D.F. (Le Monde du 26 mars), et le nombre de stations auxquelles il sera possible d'accorder une dérogation. Toutefois, un vote effectué à la demande de M. André Holleaux a écarté l'hypothèse des quarante-huit petites radios locales (dotées d'une antenne directionnelle et capables d'émettre sur un rayon de 5 à 8 kilomètres), par 12 voix contre 3 : celle de la F.N.R.L., celle de la Coordination des radios libres du Nord, et celle du ministère de l'intérieur. Il ne s'agissait pas pour autant d'adopter définitivement la proposition opposée de T.D.F., visant à placer le plus grand nombre possible de radios de forte puissance (30 kilomètres de rayon), le nombre total de stations se trouvant alors réduit (vingt-sept selon l'hypothèse de T.D.F.).

Le vote de jeudi témoigne en fait de la volonté de la commission de ne pas figer définitivement la situation et de trouver une voie médiane qui respecterait l'esprit de la loi (petites

radios locales associatives), mais ne fermerait pas totalement la porte aux radios de couverture étendue ou de taille moyenne (entre 15 et 20 kilomètres) qui côtoieraient d'autres stations de portée nettement plus réduite (3,5 ou 8 kilomètres). La commission confirme en tout cas son souci d'ouverture et de souplesse, mais laisse supposer encore un long délai avant que soient accordées les premières dérogations par le gouvernement.

En attendant, donc, aucune radio libre n'a d'existence légale et, en province, certaines commencent à manifester de l'impatience. Quatre radios de l'Ouest, Radio-Atlantique à Nantes, Radio-Vilaine à Rennes, Radio-Griboville à Angers et Radio-Populaire à Saint-Nazaire, ont protesté dans un communiqué contre la lenteur des décisions et rappelé que les dérogations permettraient d'embaucher un millier de personnes en France.

Au ministère, on fait remarquer que plus de mille dossiers sont en attente et qu'un choix sérieux exige une certaine lenteur.

Vu

Le changement sur le tas

La parole à la base. Enfin du direct. Des gens comme tout le monde qui saisissent bien ce que veut dire M. Jacques Delors, mais « ne comprennent pas grand-chose » aux discours compliqués de certains économistes. Des ouvriers qui jugent le changement en fonction de ce qu'ils vivent sur le tas et s'expriment franchement et simplement. Des chômeurs blessés qui pointent à l'agence sans attendre d'ordres d'emplois, tandis que d'autres « travailleurs privés d'emploi », organisent un service privé, celui du comité de chômage, le Sillon de Bretagne.

Sur FR 3, « Le nouveau vendredi », du 26 mars, consacré à la nouvelle donne économique et sociale, a promené ses caméras sur les marchés, chez Rhône-Poulenc, Prestil-Eclair, sur le trottoir en face d'un bureau d'emploi. Et de découvrir, comme dans les sondages, que les Français sont plus réalistes qu'on ne le pense, qu'il leur paraît peu sérieux d'obtenir les trente-cinq heures sans réduction des salaires. Sur ce point, un cégitiste et un cégétiste de Rhône-Poulenc donnent le même avis : il faut partager le travail. Et les re-

venus ? Les revenus aussi. Mais d'autres ouvriers, manifestant l'air grave et déterminé, ne l'entendent pas ainsi : nous, on veut des « pesetas ». Comment accepter une réduction de salaire quand on transporte cinquante tonnes de sacs par jour pour 4 800 F par mois ? Pour ces manœuvres et ces hommes à tout faire, « tout paraît possible », et l'entreprise nationalisée qu'est devenue Rhône-Poulenc est plutôt l'affaire des gens d'en haut et du gouvernement. « Pas la nôtre. » En revanche, d'autres salariés attendant beaucoup des conseils d'atelier. Enfin, on va pouvoir s'exprimer, « rompre le monologue du patron ».

Faillait-il entre chaque reportage donner la parole aux témoins du monde syndical, MM. Krasucki et Maire ? Ils ont réaffirmé leur conception, répétés leurs discours. Etais-ce nécessaire ? Comme l'a admis le dirigeant cégétiste, « les images parlent d'elles-mêmes ». Alors laissons les images parler. Enfin un langage que le téléspectateur comprend.

JEAN-PIERRE DUMONT.

VOTRE TABLE CE SOIR

■ Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS

LAPEROUSE 326-90-14 et 68-64 J. 23 h Grande Carte, Menu d'affaire : 100 F s.n.c. Menu dégustation : 220 F s.n.c., salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.

PLAN JONQUILLES

CREDIT TOTAL 42 MOIS*

sans versement comptant, sur les occasions garanties O.R.

Les plus belles occasions du printemps

OCCASIONS RENAULT

AUJOURD'HUI : DERNIER JOUR...

Samedi 27 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polac. L'Education (2^e partie).
- 21 h 50 Série : Dailies. Un beau parti. Lucy rejette la proposition de mariage que lui fait Alan.
- 22 h 40 Magazine d'actualité : Sept sur sept. Émission de J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Bonlay. Au sommaire : le Salvador ; Valence, la ville aux feux sacrés ; la télévision suisse ; le témoin de la semaine : Topor.
- 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Victoria..Victoria
 Hymne officiel
 de L'EQUIPE
 DE FRANCE

- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De Michel Drucker. Gérard Lenorman, Renaud, Laurent Voulzy, Clio Goldsmith, etc.

Victoria..Victoria
 Hymne officiel
 de L'EQUIPE
 DE FRANCE

- 21 h 40 Feuilleté : Le village sur la colline. Chavigny, 1943 à nos jours. Réal. Y. Laumet. Avec M. Boyer, M. Chaplin, B. Castaldi.

Le dernier épisode de cette fresque de la vie paysanne est le plus beau : une femme est arrivée au bout d'une vie de travail et vit les bouleversements de la société

Victoria..Victoria
 Hymne officiel
 de L'EQUIPE
 DE FRANCE

- 23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 On sort ce soir : L'Escarpolette. De J.-M. Damase, mise en scène A. Boudet. Avec M. Messia, G. Baquiel, M. Baquet, P. Doghan et l'Orchestre national de musique de chambre d'Aquitaine.
- 22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Théâtre ouvert : La passion de l'innommable, d'E. Cur-mann, enregistré au Jardin d'hiver.
- 21 h 55, Ad lib, avec M. de Breuille.
- 22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (donné à la Philharmonie de Berlin le 4 avril 1981) : « Le Jour du jugement », oratorio pour solistes, chœurs et orchestre, de Telemann, par le petit chœur de Rias, Berlin et ensemble de solistes de Berlin : R. Kussmaul, premier violon, G. Dondere, violoncelle et viole de gambe, P. Puchner, contrebasse ; sol. K. Kunde, soprano, J. Hamari, alto, K. Markus, ténor, E. G. Schramm, basse ; dir. U. Grossoway.
- 21 h, La nuit sur France-Musique : Œuvre de Berlioz : Entrée guillemets : 0 h 5, Haute-Infidélité.

Dimanche 28 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 30 Source de vie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe. Célébré dans la chapelle de l'hôpital Saint-Louis à Paris. Prédicateur : Mgr J.-M. Lustiger.
- 12 h Télé-foot.
- 13 h Journal.
- 14 h 20 Mise en boîte.
- 14 h 10 Toute une vie dans un dimanche.
- 15 h 20, L'école des fous (rediffusion).
- 15 h 25 Sport dimanche. Cyclisme : basket-ball.
- 16 h Magazine : Pleins feux. De J. Attar et C. Garbin. La famille Lebovitch, de C. Rochmann, au Théâtre Tristan-Bernard, De l'Inferno, d'A. Engel, au Théâtre Gérard-Philipe, etc.
- 19 h 30 Les animaux du monde. Viridine dans sa loge.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : la Vie privée de Sherlock Holmes. Film américain de B. Wilder (1970), avec R. Stephens, C. Blakeley, I. Hays, C. Lee, G. Faldut. Pour échapper au mariage avec une ballerine russe, Sherlock Holmes prétend être homosexuel. Mais il vole au secours d'une femme en détresse, ce qui l'entraîne, avec Watson, jusqu'en Écosse, pour une étrange aventure. Retourne ment humoristique et parodique du mythe du célèbre détective inventé par Conan Doyle. Et aussi une certaine amertume dans les rapports amoureux, une vision de l'Angleterre victorienne qui glisse vers le fantastique social.
- 22 h 35 Sports dimanche soir.
- 23 h A Bille ouverte. « Et moi, le journal », avec M. Elie Wiesel, écrivain.
- 23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h Cette semaine sur A 2.
- 11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite). Incroyable mais vrai : 14 h 25, Série : L'homme à l'orchidée : 15 h 20, L'école des fous ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire : 16 h 25, Thé dansant.
- 17 h 5 Série : Sam et Sally. Bédélia (dernier épisode).
- 18 h La chasse au trésor.
- 18 h Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Délices. Le moulin à remonter le poivre, réal. J.-N. Roy. Avec E. Constantine, B. Bergman, R. Leduc, V. Lagrange.
- 21 h 40 Magazine : Remue-ménages. De G. Luzzati et O. Ozenberger. Désirs-délirs : Les érotiques du Pire-Lachaire : Les petites tresses : Madame Rose : Clio-Clio : Mort à Melun : L'humanité à Gallinac, etc.
- 22 h 25 Document : Gérard Titus Carmel. Un artiste, trait pour trait, réal. C. Vilardebo. Un portrait d'un artiste de quarante ans, un des plus connus de sa génération. Il dessine très bien des objets insolites : le papier, le crayon.
- 22 h 50 Document : la Fiancée. D'A. Zora (rediff.). Une jeune musulmane de seize ans prépare son mariage dans un petit village du nord de l'Afghanistan.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h Émissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaique. Les informations de la semaine : à Paris et à Tiemoum.
- 13 h 45 Dessin animé : Mister Magoo.
- 14 h La souprière à des oreilles. Une émission de Pien et P. Bonic.
- 15 h 15 Série : Le comte de Monte-Cristo. D'après A. Dumas. Dernier épisode : la Vengeance.
- 16 h 45 Théâtre de toujours (cycle Shakespeare) : le comte d'hiver. Réal. J. Howell, avec J. Kemp, R. Stephens, A. Calder-Marshall, M. Tzack, D. Burke... (v.o. sous-titrée.)
- 18 h 55 Prélude à l'après-midi. Symphonie de Britten, par l'ensemble La Folia.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM. Bilan de la campagne de pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon ; dentiste à Mafate (la Réunion).

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h Série : Benny Hill.
- 20 h 30 Série : La révolution romantique. De M. Brion, réalisation J.-L. Fournier. Les enfants du roman. Les prolongements du romantisme : de Méditerranée à Che - Guevara, en passant par Artaud, Ginsberg, etc.
- 21 h 25 Courts métrages. Moulins du Nord, de P. Haudequet, les moulins de Flandres et d'Artois sur une cinéaste de talent. Tant qu'il y aura de l'angoisse, de M. Otero. Un oiseau en papier journal, de J. Pappé.
- 22 h Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minuit (cycle G. Tierney) : le Château du dragon. Film américain de J.-L. Mankiewicz (1947). Avec G. Tierney, W. Huston, V. Price, G. Langan, A. Revere (la sous-titrée, -N.). Dans les années 1840, la fille d'un fermier du Connecticut entre au service d'un riche Hollandais de New-York, habitant un château au bord de l'Hudson. Elle est plongée dans d'étranges événements. Tiré d'un roman à succès, ce film, très rare, de Mankiewicz, unit l'étude psychologique, la psychanalyse et le fantastique dans un drame à l'atmosphère envoiante. Forte composition de Vincent Price face à Gene Tierney, touchante héroïne menacée.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 7, La fenêtre ouverte.
- 7 h 15, Horizon, magazine religieux.
- 7 h 40, Chasseurs de son.
- 8 h, Foi et tradition.
- 8 h 30, Protestations.
- 9 h 10, Écoute Israël.
- 9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : L'Union nationaliste.
- 10 h 15, Messe au couvent Saint-Dominique, à Paris.
- 11 h, Regards sur la musique : « Jérôme Bosch » symphonie (Serge Nigg).
- 12 h 5, Alégre.
- 12 h 40, Le tyroscopie : « Toca », de Puccini, à l'Opéra de Paris.
- 13 h, Sées : Crise du tertiaire.
- 14 h 5, La Comédie-Française présente : « Andromaque » de Racine.
- 16 h 15, Telle du Sud, au Festival d'automne à Paris.
- 16 h 45, Coiffures de carême : Pourquoi n'interrogeons-nous sur ce qui est bon ? par Mgr Jullien, évêque de Beauvais (en direct de Notre-Dame de Paris).
- 17 h 35, Rencontre avec... Ingolf Diemer, Eckard Supp, Daniel Cohn-Bendit.
- 18 h 30, Ma son troppe.
- 19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
- 20 h, Albatros : André Bailion.
- 21 h 40, Atelier de création radiophonique : La Rumeur, avec M. Rouquette, D. Colas, G. Laseau, M. Sorres, E. Morin.
- 23 h, Musique de chambre : Asturias, Villa Lobos, Ibar-rondo, par J.-C. et M. Tavernier, percussions.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Concert-Proscenium, musique viennoise et musique légère : œuvres de Mozart, Haydn, J. Strauss, Schmidt, Tchaikowski, Nodini, Drigo, Weber, Haendel, Schoenberg, Sandaer, Volker, Fucit.
- 8 h 2, Cantate : B.W.V. 161, de Bach.
- 9 h 10, Magazine international.
- 11 h, Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, à Paris), G. Pludermacher (piano), œuvres de Ravel, Khachaturian, Beethoven.
- 12 h 5, Les après-midi de l'orchestre : Les Maîtres, avec W. Musilberg, œuvres de Beethoven, Dvorak, Schubert, Mozart, J.-S. Bach.
- 14 h 4, Drame orléanais, œuvres de Mozart, Schubert, Hensam, Beethoven, Saint-Satens, J. Brahms, Chumb.
- 17 h, Comment l'entendez-vous ? par M. Ragon, écrivain, œuvres de Ravel.
- 19 h 30, Jazz.
- 20 h, Les musées en dialogue.
- 21 h 30, Concert (donné Salle Pleyel, à Paris, le 21 janvier 1982), « Concerto pour violon et orchestre », de Bach et de Szymanowski, « Symphonie n° 8 », de Dvorak, par l'Orchestre de Paris, sol. H. Szeryng, piano, dir. C. Bardon.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : les mémoires musicaux d'I. Markovitch : œuvres de Haydn, Beethoven, Stravinsky : 0 h 5, Rupture : œuvres de Rouse, Brahms, Liszt.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 28 MARS

« M. Albin Chalandon, ancien ministre de l'équipement, participe à l'émission « Le grand jury R.T.L. le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15.

« M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., est l'invité du « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures.

LES CRUISES

PROJETÉ EN 1982

CRUISE N° 100

CRUISE N° 101

CRUISE N° 102

CRUISE N° 103

CRUISE N° 104

CRUISE N° 105

CRUISE N° 106

CRUISE N° 107

CRUISE N° 108

CRUISE N° 109

CRUISE N° 110

CRUISE N° 111

CRUISE N° 112

CRUISE N° 113

CRUISE N° 114

CRUISE N° 115

CRUISE N° 116

CRUISE N° 117

CRUISE N° 118

CRUISE N° 119

CRUISE N° 120

CRUISE N° 121

CRUISE N° 122

CRUISE N° 123

CRUISE N° 124

CRUISE N° 125

CRUISE N° 126

CRUISE N° 127

CRUISE N° 128

CRUISE N° 129

CRUISE N° 130

CRUISE N° 131

CRUISE N° 132

CRUISE N° 133

CRUISE N° 134

CRUISE N° 135

CRUISE N° 136

CRUISE N° 137

CRUISE N° 138

CRUISE N° 139

CRUISE N° 140

CRUISE N° 141

CRUISE N° 142

CRUISE N° 143

CRUISE N° 144

CRUISE N° 145

CRUISE N° 146

CRUISE N° 147

CRUISE N° 148

CRUISE N° 149

CRUISE N° 150

CRUISE N° 151

CRUISE N° 152

CRUISE N° 153

CRUISE N° 154

CRUISE N° 155

CRUISE N° 156

CRUISE N° 157

CRUISE N° 158

CRUISE N° 159

CRUISE N° 160

CRUISE N° 161

CRUISE N° 162

CRUISE N° 163

CRUISE N° 164

CRUISE N° 165

CRUISE N° 166

CRUISE N° 167

CRUISE N° 168

CRUISE N° 169

CRUISE N° 170

CRUISE N° 171

CRUISE N° 172

CRUISE N° 173

CRUISE N° 174

CRUISE N° 175

CRUISE N° 176

CRUISE N° 177

CRUISE N° 178

CRUISE N° 179

CRUISE N° 180

CRUISE N° 181

CRUISE N° 182

CRUISE N° 183

CRUISE N° 184

CRUISE N° 185

CRUISE N° 186

CRUISE N° 187

CRUISE N° 188

CRUISE N° 189

CRUISE N° 190

CRUISE N° 191

CRUISE N° 192

CRUISE N° 193

CRUISE N° 194

CRUISE N° 195

CRUISE N° 196

CRUISE N° 197

CRUISE N° 198

CRUISE N° 199

CRUISE N° 200

INFORMATIONS « SERVICES »

SPORTS

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3155

HORIZONTALEMENT

I. Se lève en même temps que la séance. Frein. - II. Sur deux jambes ou sur deux patins, il invite à se mettre à table. Personnage qui fut très raccommuni au cours de l'histoire et présenté tel orthographe. - III. Entrepreneur de démolition pour pièces mal construites. Vocalise dans les Carniques. - IV. Démonstratif. Pays. Font culs secs dans la cave. Personification avouée. - V. Dépôt de glace. Brûle-gueule d'importation nord-africaine. En boitant. - VI. Après avoir été saisi, il se trouve emballé. Lieu de fabrication de la crème anglaise. - VII. Signes du temps. Robe que revêt Baucis après une métamorphose. - VIII. Ses adeptes ont des idées très particulières sur la chose. Embellie. Copulative. - IX. S'ajoute au nom du père et du fils. Les accumuler ne constitue pas une source de richesse. Lettre grecque. - X. Note. Certains le ramènent pour assurer leur descendance. Le Bordelais vu par un Bourguignon. - XI. La Faculté sous son aspect le plus symbolique. Perd un œil en Corse, un bras aux Canaries et le reste à Trafalgar. - XII. Institution britannique des plus stables. Personnel. Conjonction. Son dédit peut satisfaire des gens désireux de boire en Suisse. - XIII. Ressort d'un sommier. Avertissement. Article. - XIV. Enjoliveurs de roue. Assemblée de ciseaux; plumes, placeaux, etc. La plus courte fut républicaine. - XV. Variant d'avantage entre les continents qu'entre les générations. Possessif. Personnage que l'on ne saurait prendre au sérieux.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
 II
 III
 IV
 V
 VI
 VII
 VIII
 IX
 X
 XI
 XII
 XIII
 XIV
 XV

Solution du problème n° 3154

Horizontalement

I. Berciaux. - II. Elargir. - III. Rimer. Gel. - IV. Étage. (cf. gourmand) - V. Zec. Tente. - VI. Pince. - VII. Non. Gens. (cf. langue). - VIII. Avoine. Nu. - IX. Acra. Tir. - X. Pleurs. Si. - XI. O.E.S.N. EL.

Verticalement

1. Berezina. Pô. - 2. Elite. Ovale. - 3. Ramée. Noces. - 4. Crêt. Iron. - 5. Egratigner. - 6. Ai. Génie. Se. - 7. Urgence. - 8. Tennis. - 9. Elle. Surin.

GUY BROUTY.

Le dimanche 28 mars

L'HEURE D'ÉTÉ

L'heure d'été entrera en vigueur le dimanche 28 mars. A 2 heures du matin, ce jour-là, les montres et pendules devront être avancées d'une heure.

Le nouvel horaire sera adopté par tous les pays européens. Les dix de la C.E.E. (Allemagne, Belgique, Luxembourg, France, Pays-Bas, Italie, Danemark, Irlande, Grande-Bretagne, Grèce) et onze autres États (Autriche, Espagne, Finlande, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Hongrie et Pologne) sont en effet concernés par cette mesure.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.03.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 27 mars à 0 heure et le dimanche 28 mars à 24 heures :

Le champ de pression continuera de baisser sur la France, tandis que la cellule de hautes pressions se décalera vers la Grèce. Dans le flux de sud-est, puis sud, qui s'établit sur le pays, la progression de l'air humide et instable de Méditerranée sera plus rapide et demain, le temps lourd et parfois orageux n'épargne que les régions du Nord et du Nord-Ouest.

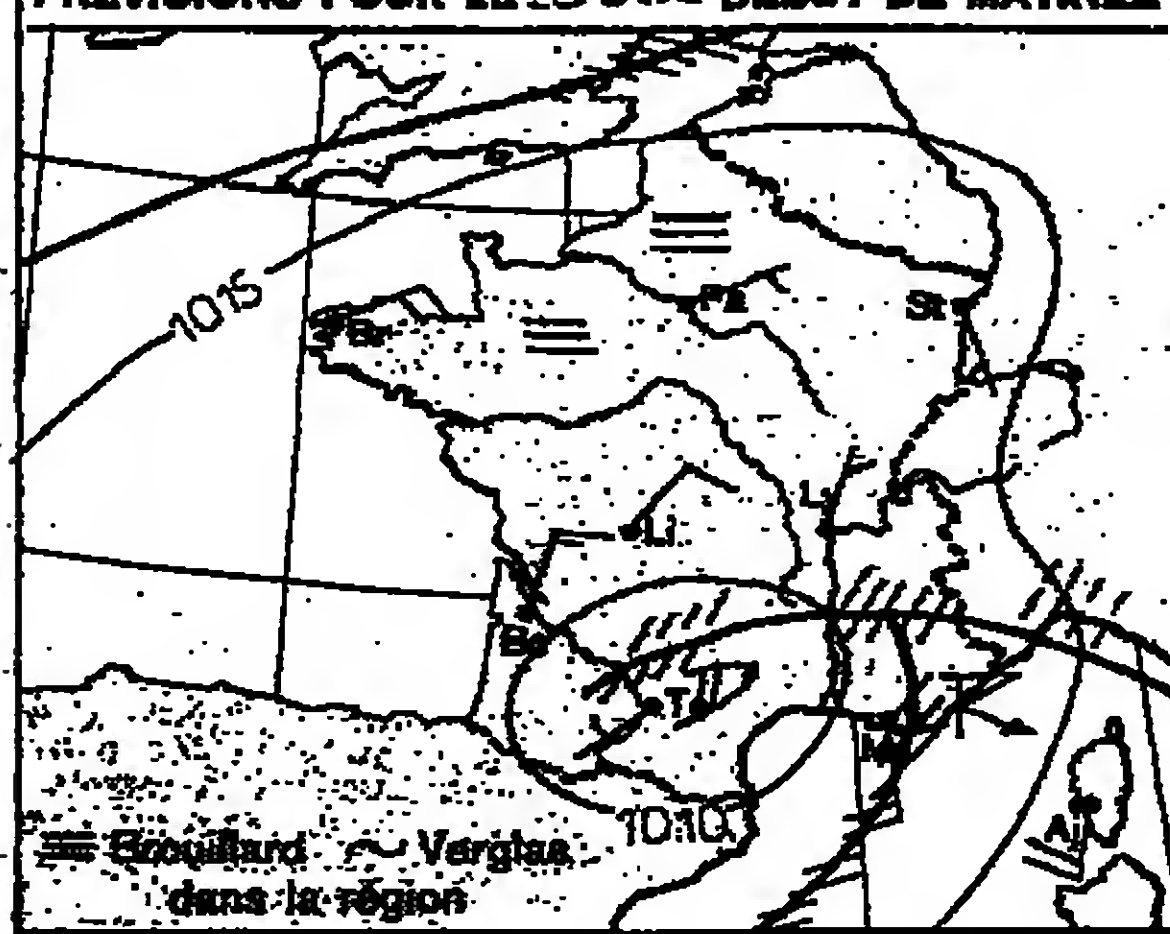
Dimanche matin, le temps sera très nuageux et humide sur la moitié sud du pays, tandis qu'ailleurs la matinée sera parfois brumeuse mais, en général, peu nuageuse. Au cours de la journée, la zone de nuages aggrave vers la Loire, le Jura, et, le soir, les Vosges. Elle sera accompagnée de pluies ou d'averses, prenant parfois le caractère d'orage. Plus au Sud, une relative amélioration se développera sur les Pyrénées et l'Aquitaine, avec des éclaircies. De la Bretagne à la frontière belge il fera beau, mais avec des nuages plus abondant le soir pris des côtes. Les vents seront modérés et souffleront du sud ou du sud-est. Les températures minimales seront en hausse, tandis que les maximales seront en baisse plus ou moins sensible en fonction des précipitations.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 27 mars 1982, à 7 heures, de 1021,2 millibars, soit 776,0 millimètres de mercure.

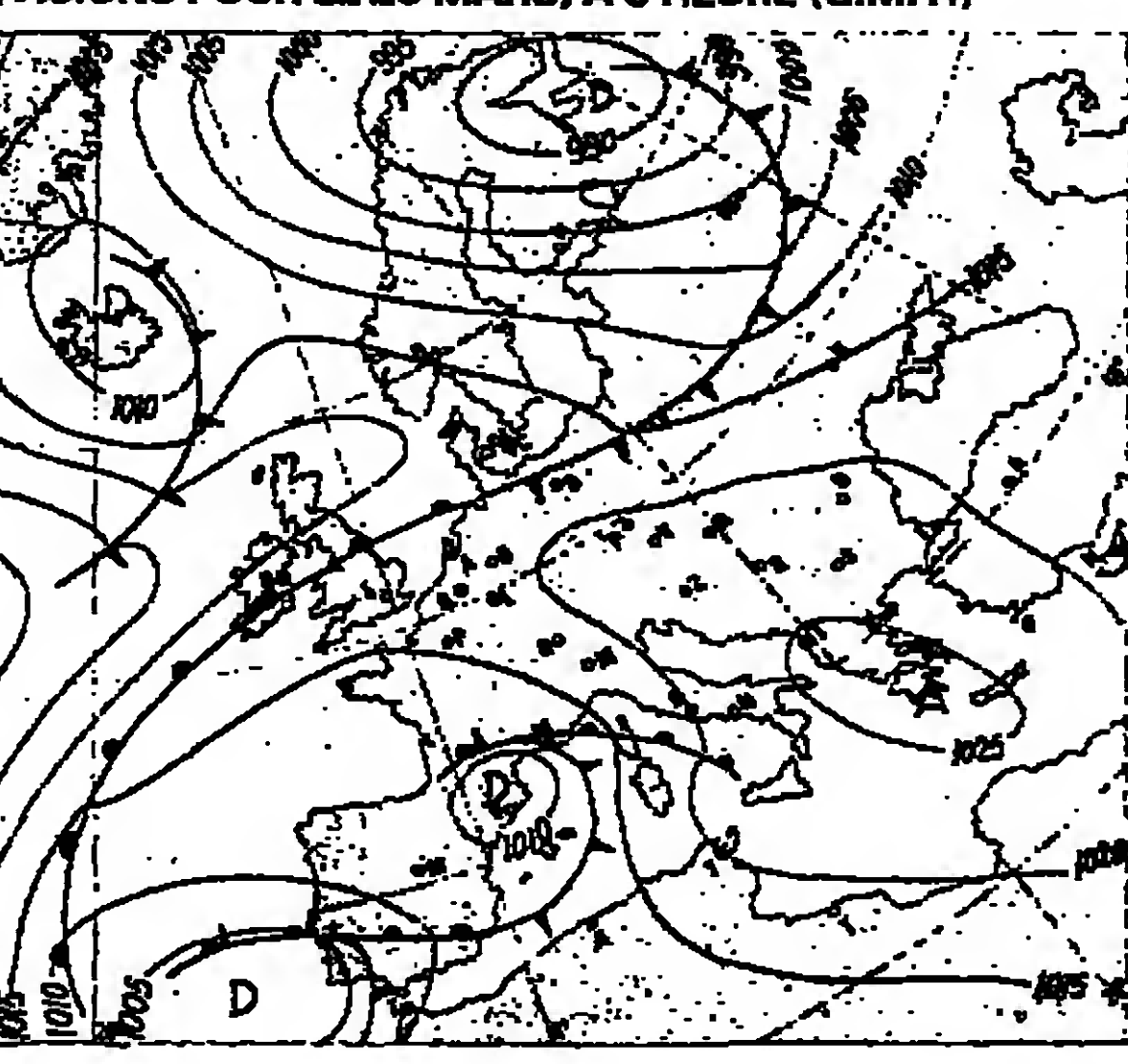
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 mars; le second, le minimum de nuit du 26 mars au 27 mars 1982, à 7 heures, de 1021,2 millibars, soit 776,0 millimètres de mercure.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 7 degrés; Amsterdam, 16 et 2; Athènes, 11 et 2; Berlin, 16 et 3; Bonn, 18 et 0; Bruxelles, 15 et 3; Bourges, 16 et 1; Brest, 16 et 5; Caen, 14 et 0; Cherbourg, 12 et 2; Clermont-Ferrand, 17 et 1; Dijon, 15 et 0; Grenoble, 18 et 1; Lille, 16 et 2; Lyon, 17 et 2; Marseille, 18 et 3; Nancy, 17 et 1; Nantes, 17 et 3; Nice, 15 et 8; Paris-Le Bourget, 15 et 2; Pau, 16 et 3; Perpignan, 15 et 9; Rennes, 18 et 2; Strasbourg, 17 et 0; Tours, 17 et 2; Toulouse, 16 et 6; Poitiers-Pitre, 28 et 22.

PRÉVISIONS POUR LE 28.03.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 28 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



Le Caire, 24 et 9; Canaries, 21 et 14; Copernague, 15 et 3; Dakar, 23 et 19; Genève, 14 et -1; Jérusalem, 9 et 6; Lisbonne, 18 et 9; Londres, 17 et 4; Luxembourg, 16 et 5; Madrid, 14 et 0; Moscou, 2 et 2; Nairobi, 29 et 14; New-York, 9 et 1; Palme-de-Majorque, 14 et 8; Rome, 4 (minimum); Stockholm, 12 et 2; Tunis, 17 et 12; Tzour, 22 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 7 degrés; Amsterdam, 16 et 2; Athènes, 11 et 2; Berlin, 16 et 3; Bonn, 18 et 0; Bruxelles, 15 et 3; Bourges, 16 et 1; Brest, 16 et 5; Caen, 14 et 0; Cherbourg, 12 et 2; Clermont-Ferrand, 17 et 1; Dijon, 15 et 0; Grenoble, 18 et 1; Lille, 16 et 2; Lyon, 17 et 2; Marseille, 18 et 3; Nancy, 17 et 1; Nantes, 17 et 3; Nice, 15 et 8; Paris-Le Bourget, 15 et 2; Pau, 16 et 3; Perpignan, 15 et 9; Rennes, 18 et 2; Strasbourg, 17 et 0; Tours, 17 et 2; Toulouse, 16 et 6; Poitiers-Pitre, 28 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

D'UN SPORT A L'AUTRE

HOCKEY SUR GLACE. - Au cours de la dixième journée du championnat du monde (groupe C) le 25 mars à Jaca (Espagne), le Japon a battu la France 6-2 (1-0, 1-2, 4-0). Avec trois victoires et deux défaites, la France partage la deuxième place du classement provisoire avec la Yougoslavie et la Hongrie, derrière le Japon.

PENTATHLON MODERNE. - Le Français Joël Bouzou a remporté, jeudi 25 mars, la réunion internationale de pentathlon moderne organisée à Paris. Il a précédé avec 5.430 points les Soviétiques Nefedov, 5.406 points, et Kapaniov, 5.309 points. Par équipes, l'U.R.S.S., avec 15.914 points a devancé la France, 15.826 points.

SKI ALPIN. - L'Américain Phil Mahre a remporté, vendredi 26 mars le slalom de Montgenève, en 1 min 39 sec 41, dernière épreuve de la Coupe du monde; il devance le Suédois Stenmark 1 min 40 sec 7, et le Suisse Gaspard, 1 min 40 sec 9. Fait sans précédent, l'Américain enlève cette année la Coupe du monde, et les deux spécialistes, le slalom spécial et le géant.

L'Allemande de l'Ouest Maria Eppler a obtenu, le 25 mars à San-Silario (Italie), son troisième succès de la saison en Coupe du monde, en gagnant le dernier slalom géant comptant pour l'attribution du trophée de cristal. La Suisseuse Herika Hess, championne du monde, en se classant deuxième, a pratiquement assuré sa victoire générale sur la saison de Maria, Irène Eppler, qui a terminé deuxième.

SPORTS ÉQUESTRES. - Le cavalier français de saut d'obstacles, Hervé Godignon, a signé un contrat professionnel avec la société Moët et Chandon, qui avait déjà sous contrat depuis six ans le Brésilien Nelson Pessoa. Agé de trente ans, l'ancien champion de France, qui s'était déjà vu retirer l'élection il y a deux ans, va perdre à cette occasion les deux meilleurs chevaux de son « piquet », Gian P, vendu à l'Italie, et Khadigia, momentanément confié au fils de son propriétaire, M. Alain Casagrande.

VOILE. - Le voilier néerlandais Flyer, qui est en tête de la quatrième et dernière étape de la Course autour du monde, Mardel-Plato-Portsmouth, devant le néo-zélandais Ceramco, le français Charles Heidsieck III, le britannique First-Cooperative et les français Kriev-9 et Euromarché, est attendu lundi 29 mars dans le port anglais par les organisateurs, si toutefois le bateau de Cornelius Van Riesschooten n'est pas retardé par les difficultés météorologiques prévues au sud de l'Angleterre.

PRESSE

M. PIERRE JANROT EST NOMMÉ DIRECTEUR DU « BERRY RÉPUBLICAIN »

Deux nominations interviendront dans le groupe Centre-France (la Montagne), à compter du 1^{er} avril : M. Pierre Janrot sera nommé directeur du quotidien le Berry républicain, en remplacement de M. Pierre Feuerstein (M. Janrot a été P.-D.G. de l'Aurore, de novembre 1978 à janvier 1979, et directeur de France-Antilles depuis septembre 1980).

M. Pierre Feuerstein est nommé directeur-délégué pour les filiales du groupe Centre-France (il dirigeait le Berry républicain depuis 1978).

Dans le groupe La Vie - Le conseil d'administration de la S.A. Maltshers Publications (qui édite la Vie, les Informations catholiques internationales, Prière, etc.) a décidé de coopter trois nouveaux administrateurs : MM. Philippe Farine, membre suppléant du comité directeur du P.S., Jean-Pierre Houdin, fils de M. Georges Houdin, fondateur de la Vie catholique et Georges Montaron, directeur de Hebdo T.C. Témoignage chrétien.

Les autres membres du conseil, outre M. André Schaffer, président, sont MM. Michel Houssin et Jean-Pierre Dubois-Dumée, plus un représentant du personnel.

La Fondation « Journaliste demain » organisera son concours annuel d'entrée le 5 juin (dix places à pourvoir). Les inscriptions (6, rue Anceille, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. 62-01-22) sont acceptées jusqu'au 30 avril. L'enseignement, d'une durée d'un an, est constitué de cours dispensés par des personnalités du monde de la presse et de stages effectués dans les entreprises membres de la Fondation.

BREF

AUTOMOBILE

CITROËN. commercialisera courant avril 1982 une série spéciale de 1 000 Visa : la Visa West End. La Visa West End est une Visa Super E (moteur 4 cylindres, 1124 cm³, 50 ch, consommations : 4,8 l. aux 100 km à 90 km/h, 6,3 l. aux 100 km à 120 km/h et en consommation urbaine) à carrosserie rouge. Un toit ouvrant panoramique sera monté en série, de même qu'un pare-brise feuilleté et glacé teinté, essuie-glace/lave-glace de lunette arrière, prééquipement radio, roues en alliage léger. (44 800 francs).

CINÉMA

SCÉNARIOS FANTASTIQUES. - Pour la quatrième année consécutive, la Fondation Philip-Morand pour le cinéma organise un concours de scénarios sur le thème du fantastique. Parmi les onze synopsis sélectionnés, le jury choisira le lauréat qui recevra le prix de 10 000 francs au Festival d'Avoriaz.

* 33, avenue Mac-Mahon, 75017 Paris. Tél. : 755-71-40.

FORMATION PERMANENTE

LES JEUNES ET LE TIERS MONDE. - Le service civil international organise du 5 au 9 avril un stage d'initiation au développement économique et social qui aura lieu à Marly-le-Roi. Ce stage s'adresse à des jeunes intéressés par les problèmes du tiers-monde. * Service civil international, 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, tél. : 874-60-15.

CHATILLON POUR LES JEUNES

- Sous le patronage de l'Orchestre de l'Île-de-France et avec la participation de la Délégation régionale à la musique d'Île-de-France est organisée sur l'initiative de la ville de Chatillon (Haute-de-Seine), du 29 mars au 13 avril, un stage national de formation de jeunes musiciens au travail d'orchestre. Ainsi sera créée, sous la direction du chef d'orchestre Alexandre Myrset, la philharmonie nationale des jeunes, qui donnera plusieurs concerts à l'issue du stage. Le prix de ce stage est de 800 francs.

* Conservatoire municipal, rue Jean-Macé, 92320 Chatillon-sous-Bagneux, tél. : 657-34-24.

LA MAISON

LUMIÈRE EXOTIQUE. - Dans ses boutiques de meubles en rotin venus d'Extrême-Orient, Jacques Pergay présente des lampes originales. Les abat-jour en tissu sont montés sur des reproductions de vanneries anciennes, exécutées par des artisans philippins selon une technique ancestrale. Ces pieds de lampes, de ton brun rouge, sont des coffrets, des jarres effilées ou des petites hottes dorées. La collection comprend une douzaine de lampes, vendues aux alentours de 1 000 F.

* Jacques Pergay, 206, bd Saint-Germain, Forum des Halles, dév. 2; les Quatre-Temps à la Défense, allée des Arcades; 16, place Clillon à Arignon.

PRIX

DÉCOUVERTE DU JAPON. - L'Association de presse France-Japon, qui groupe des journalistes français en poste à Paris, et des journalistes japonais s'inscrivent au Japon, attribue un prix annuel

« Découverte du Japon »

destiné à encourager les études sur le Japon dans tous les domaines, journalistique, politique, économique, culturel, scientifique, technique, sociologique, artistique, etc. Doté par la société S.B.A. (l'Association des jeunes auteurs français du Japon et l'A.P.F.J.), il donne droit à un voyage d'études d'un mois. Les candidats, de nationalité française et âgés de moins de trente ans, devront remettre avant le 1^{er} juin, en cinq exemplaires, un mémoire de quatre pages dactylographiées de vingt-cinq lignes au maximum sur le sujet de l'étude qu'ils souhaitent mener au Japon. Ce mémoire sera accompagné, en cinq exemplaires, d'un curriculum vitae d'une page maximum, manuscrite.

* Association France-Japon, 14, rue Chancros, 75116 Paris. Tél. : 727-30-98.

RÉTROMANIE

LE LIVRE A TRAVERS LES SIÈCLES. - L'exposition organisée à Lyon par la Compagnie des libraires-experts de France présente un grand choix d'ouvrages précieux, des incunables lyonnaises en lettres gothiques aux livres-objets contemporains à ces-ettes incorporées. Parmi les œuvres les plus remarquables, les Mémoires sur l'histoire de Lyon, éditées au seizième siècle; un Bréviaire de l'amour, manuscrit du dix-huitième, de l'ancienne collection Roger Peyrefitte; des éditions originales de La Fontaine, Racine, Buffon, Stendhal, Benjamin Constant, ainsi que de nombreux autographes intéressants. (A la Maison de Lyon, place Bellecour, du 27 mars au 4 avril.)

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 28 MARS

« Château de Maisons-Laffitte », 14 h 30 et 15 h 45, entrée côté parc, M° Huiot.
 « Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M° Guillemer.
 Promenades autour du parc Monceau : 15 h, métro Monceau, M° Ponce (Caisse nationale des monuments historiques).
 « Palais du Luxembourg et Sénat », 15 h 30, 15, rue Vaugirard (Approche de l'art).
 « Le quartier Saint-Paul », 15 h, métro Pont-Marie (Art et Histoire).
 « Peinture française du XVII^e siècle », 11 h, hall du Grand Palais (Arènes).
 « Le parc de Versailles », 14 h 30, statue de Louis XIV dans la cour (L'art pour tous).
 « Synagoga de la rue des Roisiers, le couvent des Blancs-Manteaux », 16 h, 3, rue Malher (A travers Paris).
 « Hôtel de Beauvais, Sens, Amont », 15 h 15, 22, rue de Beaurevoir, M° Barbier.
 « Vieux village de Montmartre », 15 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt, M° Camus.
 « Salons du ministère des finances », 15 h 30, rue de Rivoli, M° Reynaud.
 « L'Opéra », 15 h, entrée, M° Ragueur (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
 « Hôtel de Camodeau », 15 h, 63, rue de Monceau, M° Ferrand.
 « Anciennes Halles », 15 h, place Collette, sortie du souterrain, M° Hager.
 « Palais Bourbon », 15 h, métro Châteaubert-Dauphine, M° Haullier.
 « Palais du Luxembourg », 15 h, 20, rue de Tournon (Histoire et Archéologie).
 « Montmartre », 15 h, métro Abbesses, M° Jaslet.
 « La Madeleine », 15 h, métro Madeleine (L'art des Visites).
 « L'Académie française », 14 h 45, 23, quai Conti, M. de la Roche.
 « De l'hôtel de Lamignon à celui des ambassadeurs de Hollande », 15 h, 24, rue Pavée, M° Bus-Arkar (Paris et son histoire).
 « Quartier de la Tour de Nesles », 15 h, métro Pont-Neuf (Résurrection du passé).
 « Vieux quartiers de la Cité », 14 h 30, pont Neuf, statue Henri-IV, E. Roman.
 « Les Catacombes », 10 h, 2 bis, place Denfert-Rochereau (lampe électrique) (Tourisme culturel).
 « L'Opéra », 11 h, statue de la Danse (Visages de Paris).

LUNDI 29 MARS

« Quartier du temple », 11 h, métro Temple, M° Allaz.
 « Notre-Dame présentée aux jeunes », 14 h 30, parvis côté Préfecture, M° Huiot.
 « Hôtel Salé », 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois, M° Allaz.
 « Exposition Gabriel David », 15 h, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).
 « Egypte : Vie quotidienne », 15 h, le Louvre, porte Champanion (Approche de l'art).
 « Hôtel et église de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (A travers Paris).
 « La cathédrale russe », 15 h, 12, rue Daru, M° Reynaud.
 « Chez un orfèvre », 15 h, métro Arts-et-Métiers, M° Ragueur (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
 « Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou, M° Ferrand.
 « Les symphonies célèbres », 15 h, Musée des monuments français (Histoire et Archéologie).
 « L'Opéra », 13 h 30, entrée, M° Jaslet.
 « Carmel de Saint-Denis », 15 h, métro Saint-Denis-Basilique (Paris et son histoire).
 « Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
 « L'UNESCO : film sur Malte », 15 h, place Fontenay (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 28 MARS

14 h 45, 9 bis, avenue d'Iéna, J.-C. Stevens : « La Colombie, l'Equateur, les îles Galapagos » (films).
 15 h, 163, rue Saint-Honoré, G. Walter : « Comment reconnaître notre degré spirituel et celui des autres », Nayya : « Les paroles secrètes de Jésus selon saint Thomas ».
 15 h 5, rue Laffitte, B. Mollan : « Machu Picchu » (Nouvelle Acropole).
 17 h 50, 9 bis, avenue d'Iéna, J.C. Stevens : « La Pologne et la Russie jusqu'en Sibérie » (films).

LUNDI 29 MARS

14 h 45, 23 quai Conti, M. Pomey : « Le renouveau actuel des fondations » (Académie des sciences morales et politiques).
 15 h, 17, rue Fénelon, J. Galtier : « Marc Boegner et le judaïsme de 1940 à 1954 » (Amitié judéo-chrétienne).
 17 h et 20 h 30, Musée des arts décoratifs : « L'Europe chrétienne : l'apogée romain et gothique ».
 18 h 30, 24, rue du Mont-Thabor, Dr Sinton : « L'œuvre médicale de Maimonide (1135-1204), médecine du Moyen Age » (SILOE).

Le Monde

économie

SOCIAL

Les syndicats portent un grand intérêt aux problèmes des « nouveaux retraités »

Trois importantes associations de retraités viennent de se réunir au congrès national : à Sète (Hérault) il y a huit jours, l'Union confédérale des retraités C.G.T. (U.C.R.-C.G.T.), trois cent mille membres ; à Guidel, près de Lorient (Morbihan), du 23 au 25 mars, celle des retraités C.F.D.T. (U.C.R.-C.F.D.T.), cent mille adhérents ; enfin, à Royan (Charente-Maritime), presque au même moment, l'Union nationale des retraités et personnes âgées, ex-Union des vieux de France, organisation proche du P.C., regroupant des dizaines de milliers de militants.

Les deux congrès syndicaux ont montré l'intérêt que portent les centrales ouvrières aux problèmes des « nouveaux retraités », désormais de plus en plus jeunes.

Comme l'avait souligné à Sète M. Krasucki, secrétaire fédéral de la C.G.T., les travailleurs vont quitter la vie professionnelle avec un plus en plus d'années de retraite. C'est une force avec laquelle il faudra compter. Dès lors, rien d'étonnant si les syndicats accordent à cette évolution une attention nouvelle, illustrée par la présence, à Sète, des deux dirigeants de la C.G.T., MM. Séguin et Krasucki, et à Guidel de M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T.

Une organisation de masse et de classe

Pour la première de ces centrales, il s'agit de proclamer « la nécessité d'un syndicalisme spécifique des retraités dans la C.G.T. ». La transformation des « conférences » de l'U.C.R.-C.G.T. en congrès nationaux apporte à la structure « autonome » des retraités la consécration d'une organisation « de masse et de classe », qui se situe dans la ligne du « changement » intervenu le 10 mai 1981.

Il est analysé à la C.F.D.T., où l'on a souhaité une participation organisationnelle « de masse et de classe » et, pour reprendre l'expression de M. Maire, une « réorganisation » des retraités pour « rompre la logique du retraité-veuf » et briser l'isolement psychologique et culturel des anciens travailleurs. La montée des nouveaux retraités, estime M. Maire, lève une autre société, tout entière, elle met en lumière ses carences — aggravées par la crise — et l'indigence de la cité dans le domaine des activités socio-culturelles et des relations sociales. Lutter avec les retraités, c'est lutter pour eux, mais aussi pour le cadre de vie, pour le progrès social de l'ensemble de la nation.

« Démarginer », donc, les retraités. Mais comment ? D'accord sur le fond, l'U.C.R.-C.G.T. et l'U.C.R.-C.F.D.T. ont pris contact entrecroisé les derniers jours : les cégétistes ont notamment un télégramme à « ceux d'en face » pour leur souhaiter « un bon congrès ».

AU CONGRÈS DE L'U.C.R.-C.F.D.T.

« Prendre sa vie en charge »

De notre envoyé spécial

Lorient. — Clémentine à Guidel, près de Lorient (Morbihan) le quatorzième congrès de l'Union confédérale des retraités C.F.D.T. (U.C.R.-C.F.D.T.), M. Maire a lancé, jeudi 25 mars, un avertissement au pouvoir, estimant que l'ordonnance sur la retraite à soixante ans, dans son texte initial, correspondait à une régression par rapport à ce que les retraités attendent du changement. Le secrétaire général de la C.F.D.T. conclut : « Nous laudrait alors nous mobiliser dans les mois à venir pour exorciser une pression plus forte sur le patron et le gouvernement ».

Selon M. Maire, il serait normal de permettre aux salariés qui ont cotisé quarante ans « plus de bénéficier de leurs droits à la retraite à l'âge de cinquante-cinq ans, surtout dans les métiers pénibles. Les travailleurs qui ont une carrière professionnelle complète et qui ont élevé des enfants devraient aussi bénéficier d'une anticipation avant soixante ans. Autre priorité : pour que les retraités ne soient pas inférieurs au montant de la garantie de ressources. Il faut, selon la C.F.D.T., que pour une carrière complète, elle soit égale au moins à 70 % du salaire brut avec un minimum équivalent au SMIC.

Quelques autres points délégués et déléguées, venus surtout de la Bretagne et du Nord - Pas-de-Calais, et représentant plus de cent mille adhérents dans environ soixante-cinq

départements, s'étaient rassemblés à la quatorzième conférence de la retraite à soixante ans. « Prendre sa vie en charge ».

Trois objectifs prioritaires avaient été définis par les militants de l'U.C.R.-C.F.D.T. : l'harmonisation des régimes de retraites, visant à faire disparaître les inégalités engendrées par les mesures ponctuelles accumulées au cours des années, sans souci de rationalisation ; la réduction de l'écart hiérarchique entre les retraités par une augmentation prioritaire des basses retraites ; l'accès à des droits sociaux nouveaux permettant de réintégrer les retraités dans une société qui tend à les rejeter.

L'U.C.R.-C.F.D.T. demande notamment que les retraités soient représentés à « qualité » dans les organismes, conseils, comités ou sont discutées et décidées leurs ressources et leurs conditions de vie, aussi bien « au plan national que dans les régions, les communes, les résidences et lieux de personnes âgées ». Les congressistes avaient souligné que l'augmentation du minimum viellissement — qui a permis de répondre aux besoins les plus criants — maintient dans un système d'assistance des salariés entrés dans la vie professionnelle à l'âge de quatorze ans, qui ont travaillé et cotisé parfois plus de quarante ans, mais dont les salaires furent trop faibles pour leur assurer une retraite décente. — J. B.

Les ordonnances : « pas concernés »

Au sein de l'U.C.R.-C.F.D.T., il est vrai, un important débat s'est tenu sur la retraite à soixante ans. L'ordonnance de la loi de 1981, qui a supprimé la retraite à soixante ans, a été analysée par les militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. comme une « régression » par rapport à ce que les retraités attendent du changement. Le secrétaire général de la C.F.D.T. conclut : « Nous laudrait alors nous mobiliser dans les mois à venir pour exorciser une pression plus forte sur le patron et le gouvernement ».

Selon M. Maire, il serait normal de permettre aux salariés qui ont cotisé quarante ans « plus de bénéficier de leurs droits à la retraite à l'âge de cinquante-cinq ans, surtout dans les métiers pénibles. Les travailleurs qui ont une carrière professionnelle complète et qui ont élevé des enfants devraient aussi bénéficier d'une anticipation avant soixante ans. Autre priorité : pour que les retraités ne soient pas inférieurs au montant de la garantie de ressources. Il faut, selon la C.F.D.T., que pour une carrière complète, elle soit égale au moins à 70 % du salaire brut avec un minimum équivalent au SMIC.

Quelques autres points délégués et déléguées, venus surtout de la Bretagne et du Nord - Pas-de-Calais, et représentant plus de cent mille adhérents dans environ soixante-cinq

départements, s'étaient rassemblés à la quatorzième conférence de la retraite à soixante ans. « Prendre sa vie en charge ».

Trois objectifs prioritaires avaient été définis par les militants de l'U.C.R.-C.F.D.T. : l'harmonisation des régimes de retraites, visant à faire disparaître les inégalités engendrées par les mesures ponctuelles accumulées au cours des années, sans souci de rationalisation ; la réduction de l'écart hiérarchique entre les retraités par une augmentation prioritaire des basses retraites ; l'accès à des droits sociaux nouveaux permettant de réintégrer les retraités dans une société qui tend à les rejeter.

L'U.C.R.-C.F.D.T. demande notamment que les retraités soient représentés à « qualité » dans les organismes, conseils, comités ou sont discutées et décidées leurs ressources et leurs conditions de vie, aussi bien « au plan national que dans les régions, les communes, les résidences et lieux de personnes âgées ». Les congressistes avaient souligné que l'augmentation du minimum viellissement — qui a permis de répondre aux besoins les plus criants — maintient dans un système d'assistance des salariés entrés dans la vie professionnelle à l'âge de quatorze ans, qui ont travaillé et cotisé parfois plus de quarante ans, mais dont les salaires furent trop faibles pour leur assurer une retraite décente. — J. B.

leur donner la possibilité de s'exprimer.

Mais comment vont réagir ces « nouveaux retraités » face aux mutations économiques, sociales et politiques entraînant par le « changement » ? A la C.G.T., aussi bien qu'à la C.F.D.T., avant même que soit connu le contenu des nouvelles ordonnances sur la retraite — on percevait une certaine déception derrière l'académisme (ou le folklore) des interventions.

« Nous sommes une génération sacrifiée », nous disait, avec amertume, un vieux militant cégétiste de Sète. « Nous sommes une génération sacrifiée pour la France, pour la Sécurité sociale, pour la reconstruction du pays. A l'heure de la retraite, on nous a laissés tomber, comme les immigrés. Et maintenant, on nous espère en attendant que le 10 mai, nous ayons l'impression d'être tenus à l'écart. Pourtant, nous voudrions bien, nous aussi, être les acteurs du changement ».

Le langage de militant « à la Sète, parlons-en », s'effaçait un ancien président de la C.F.D.T. de la Sécurité sociale de la C.F.D.T. Le projet n'est pas la Sécurité sociale, mais la Sécurité sociale, que l'on s'est acharné à détruire. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? On a créé les régimes complémentaires, qui sont de la justice communautaire, proche du libéralisme. Puis il y a eu les ordonnances, qui ne sont rien d'autre que la mainmise patronale sur la Sécurité sociale, avec un peu de sauce F.O. et un peu de sauce C.F.D.T. On nous bradait la perspective d'une harmonisation des régimes. La seule véritable harmonisation, ce serait la retraite pleine à soixante ans pour tous. On nous les promesses de M. Mitterrand ?

Un ancien militant C.F.D.T., ancien secrétaire à Lorient, dira pour sa part : « Le scandale, ce sont les basses retraites, surtout pour les couples, même dans le secteur public. La solution, c'est de leur donner un minimum vital dans tous les régimes, et surtout dans le régime général ».

Quant aux problèmes d'articulation de la retraite et de la garantie de ressources, ils n'intéressent que fort peu les retraités présents dans ces conférences. « Les ordonnances, explique Mme Simone Malauquin, présidente de l'U.C.R.-C.F.D.T., alors que nous avons reçu de nombreuses lettres de travailleurs à ce sujet, ne nous concernent pas ».

La déception devant les lenteurs du changement va-t-elle de pair avec une certaine dépolitisation ? « Les ordonnances, explique Mme Simone Malauquin, alors que nous avons reçu de nombreuses lettres de travailleurs à ce sujet, ne nous concernent pas ».

« Oh ! pour nous, à mon âge, on n'a plus envie de cumuler. J'ai déjà assez de travail, avec mon jardin ! » Et d'ajouter, en riant, que les jeunes qui nous intéressent, c'est d'abord le montant des pensions. — JEAN BENOÎT.

VILLARS Suisse

La station de prestige des Alpes vaudoises
1300 m d'altitude, à 20 mn de Montreux

A VENDRE
dans un grand parc arborisé privé, avec environnement protégé, quelques

APPARTEMENTS
DANS CHALETS TIPIQUES

De 5 à 8 appartements seulement
avec les prestations les plus raffinées

Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes
Crédit jusqu'à 60 % sur vingt ans, intérêts 8 % env.

Directement du constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.

Casse postale 62
CH-1884 VILLARS-sur-OLLON

Tél. : (25) 35-35-31
Télex 456213

LOGEMENT

POLÉMIQUE SUR L'ACTIVITÉ DE L'OFFICE H.L.M. DE PARIS

● La C.F.D.T. dénonce certaines opérations et demande la dissolution du conseil d'administration

● « Rien n'est anormal » rétorque son président, M. Tiberi

La section syndicale C.F.D.T. de l'Office H.L.M. de la Ville de Paris vient de publier un livre blanc mettant gravement en cause la façon dont est assumée la vocation de cet organisme de logement social. Toute une partie de ce dossier de cent cinquante pages est consacrée à une dizaine d'exemples concrets où la C.F.D.T. reproche à l'Office (le plus important de France avec près de quatre-vingt-quatre mille logements, dont plus de soixante-dix mille à Paris et le reste dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne) d'avoir mené des opérations qui favorisent la spéculation foncière et immobilière au profit de promoteurs privés.

Outre l'organisation de la gestion et des problèmes de statut des personnels de l'Office, la C.F.D.T. fait essentiellement porter ses accusations sur l'indisposition de plus en plus grande entre les intérêts publics du logement social et les intérêts privés. A l'appui de cette thèse, la C.F.D.T. fait état des participations de l'Office dans le capital de treize sociétés d'économie mixte (S.E.M.), où les banques jusqu'ici privées sont certes légèrement majoritaires, mais où le pouvoir échappe en réalité à la Ville. « Les banques détiennent le nerf de la guerre, c'est-à-dire l'argent frais ».

Il peut s'agir, grâce à l'existence de ces S.E.M., de la mise à disposition de promoteurs privés, à des prix inférieurs au marché, d'une partie des terrains expropriés ou acquis selon des règles qui en limitent le coût, pour la réalisation non de logements sociaux, mais d'opérations de « standing ». L'exemple cité est celui de la rénovation de deux îlots du 11^e arrondissement de Paris rue Oberkampf et rue Jean-Pierre-Timbaud, où, selon la C.F.D.T., l'Office H.L.M. a exproprié les parcelles, rélogé les locataires, assuré les démolitions,

les responsables syndicaux estiment que les fautes relevées sont suffisamment graves pour que le conseil d'administration de l'Office soit juridiquement dissous, et se sont adressés en ce sens à M. Roger Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du logement.

M. Jean Tiberi, président de l'Office et adjoint de M. Chirac à la mairie de Paris, nous a déclaré à ce sujet : « Ce n'est pas sérieux. Aucune des accusations qui sont portées là n'est fondée. Bien, je dis bien rien, n'est anormal dans l'activité de l'Office, qui remplit bien sa mission. » M. Tiberi prépare pour la semaine prochaine une réponse officielle aux accusations du Livre blanc.

834 logements H.L.M. de 290 logements L.I.N. (immeubles à loyers normaux), et par la S.I.N.V.I.M. (société d'investissement) de 179 logements et 44 chambres par une S.E.M. de 378 logements aidés et de 416 logements non aidés, et enfin par une dernière société de trois tours de bureaux. Enfin, plusieurs exemples de « transfert de charges » du secteur privé au secteur public sont évoqués, comme à Bagneux, où des consolidations successives de carrières sont prises en charge par l'Office sous contrepartie financière d'une Société anonyme d'H.L.M., filiale de la S.A.G.L. une des S.E.M. en cause. « Il était exact qu'on réserve au secteur privé ou aux sociétés d'économie mixte les opérations susceptibles d'être équilibrées ou excédentaires financièrement et qu'on fasse peser sur les locataires de l'Office le poids financier d'opérations présentant un intérêt social qu'il n'est pas de leur charge », dit M. Tiberi à la question que pose la C.F.D.T. : « Est-il légitime de faire payer par les locataires de l'Office les opérations de rénovation urbaine et de construction de logements sociaux et attribués à des protégés ? ».

JOSEF DOYÈRE.

ÉNERGIE

Un ultimatum saoudien

(Suite de la première page.)

Peut-être de quoi, les compagnies pétrolières seront mises sur une liste noire et se verront privées de tous les contrats pétroliers qu'il provient des compagnies américaines liées à Ryad (l'Aramco) ou de la société nationale Petromin.

Des sanctions identiques pourraient être appliquées par les autres pays du Golfe, voire dans l'ensemble des pays membres de l'O.P.E.P. L'Arabie Saoudite envisage aussi, et cela est nécessaire, de réduire sa production en dessous du plafond de 7 millions de barils par jour, décidé pour le 1^{er} avril. Enfin, le président de l'O.P.E.P., M. A. Obeida, a affirmé qu'une nouvelle conférence extraordinaire pourrait être amenée à prendre d'autres sanctions.

Des compagnies en cause sont Shell, la Gulf, Mobil, la société italienne AGIP, les deux compagnies françaises Elf et Total et l'Esso. A en croire la Middle East Economic Survey, Mobil, membre de l'Aramco dont le destin est lié fortement à son activité en Arabie Saoudite, aurait déjà fait savoir à Ryad qu'elle reprendrait ses achats (deux cent vingt mille barils par jour) et qu'elle n'aurait pas de problème de pétrole. Mais elle se dit prête à négocier (pour trente mille barils par jour seulement).

Dans la lutte qui oppose désormais l'O.P.E.P. aux compagnies — celles-ci pensent-elles retrouver un peu du pouvoir qu'elles ont laissé échapper dans les années 70 ? — l'Arabie Saoudite dispose d'arguments de poids. Qui prendrait le risque d'être mis sur une liste noire par un pays qui prouve dans le monde, fournit le sixième de la production mondiale et intervient pour le tiers du commerce international du pétrole ? Qui oserait agiter de la sorte pour préserver les pays industrialisés de baisses excessives de prix, prélude inévitable, selon lui, à un troisième choc pétrolier.

Cette manifestation spectaculaire de la volonté saoudienne de tenir le prix et le marché du pétrole, si elle est susceptible d'avoir un impact psychologique sur les marchés libres, ne résout cependant pas la question de fond. Les réductions de production décidées à Vienne sont insuffisantes pour un second trimestre au cours duquel la demande de pétrole est traditionnellement déprimée. Les compagnies qui se sont engagées à baisser les prix à l'égard du pays producteur n'ont pas seulement un problème de prix (le brut de la mer du Nord coûte 15 \$ le baril, par exemple, le pétrole libyen de même qualité mais aussi de quantité. Les deux compagnies françaises, par exemple, disposent en 1982, si elles le veulent, d'un contrat de pétrole libyen à 14 \$ le baril, ce qui leur permet de faire leurs contrats à la baisse, de

20 % de pétrole de plus qu'elles ne pourront en écouler. Ryad devra donc sans nul doute procéder à de nouveaux ajustements de production.

En France, cette mise en garde saoudienne devrait marquer les limites de l'assouplissement de la politique d'approvisionnement pétrolier décidée il y a quelques jours après un comité restreint tenu à l'Élysée. M. Mitterrand semble avoir été convaincu par M. Chandon, le P.-D.G. d'Elf-Aquitaine, de la nécessité pour les deux compagnies françaises de renégocier des contrats étatiques particulièrement rigides (prix supérieurs de 4 à 5 dollars au pétrole obtenu sur les marchés libres et fréquente obligation de destination). Et il est tout à fait vraisemblable que, dans les semaines qui suivent, les compagnies françaises, avec la Petromin saoudienne, qui fournit à ces deux compagnies 12 millions de tonnes par an (le Monde du 4 mars), l'incident diplomatique provoqué l'été dernier par l'arrêt des achats de pétrole libyen, se voient imposer de nouvelles limites politiques au désengagement de contrats fort utiles lorsque le pétrole manque. Il y a donc une telle source. Le marché est aujourd'hui déprimé, mais l'avenir, à moyen terme, reste bien incertain.

BRUNO DETHOMAS.

CONJONCTURE

● L'indice des prix de détail calculé par l'INSEE a augmenté de 1 % en février par rapport à janvier, passant du niveau 304,1 (sur la base 100 en 1970) à 307,2. Ce résultat définitif — égal à celui de janvier — confirme la première estimation publiée par l'INSEE le 18 mars (le Monde du 19 mars). Par rapport à février 1981, la hausse des prix de détail est de 13,9 %. Mais calculé sur les trois derniers mois connus (décembre, janvier, février), le rythme annuel de l'inflation revient à 11,1 % grâce à la faible hausse de décembre (+ 0,8 %). Il y a un an à la même époque, le rythme annuel d'inflation était de 12,5 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 1,1 % (+ 1,7 % en janvier), les prix des produits manufacturés de 1,1 % (+ 1 % en janvier), les prix des services de 0,8 % (+ 1,2 % en janvier).

ÉTRANGER

Rue sur l'air

Le projet d'un haut bâtiment saoudien à Paris a suscité la réprobation

Le projet d'un haut bâtiment saoudien à Paris a suscité la réprobation

Le projet d'un haut bâtiment saoudien à Paris a suscité la réprobation

Le projet d'un haut bâtiment saoudien à Paris a suscité la réprobation

Le projet d'un haut bâtiment saoudien à Paris a suscité la réprobation

Le projet d'un haut bâtiment saoudien à Paris a suscité la réprobation

ÉTRANGER

Ruée sur l'or au Japon

De notre correspondant

Le marché à terme de l'or à Tokyo, le premier du genre au Japon et le huitième dans le monde, a officiellement ouvert ses portes mardi 23 mars. Au total, cent quarante-quatre sociétés, dont quarante firmes de courtage, ont été admises à ce jour pour intervenir sur ce marché, aucune discrimination n'étant exercée à l'égard des compagnies étrangères qui souhaitent en faire partie. Le Japon se dote ainsi d'un outil important, alors que le métal précieux est l'objet d'un exceptionnel engouement.

Tokyo. — Les importations japonaises en provenance de la C.E.E. ont atteint, en valeur, quelque 8,5 milliards de dollars en 1981. Elles ont progressé de près de 9 % par rapport à 1980. Tokyo ne se prive pas de la souligner en réponse aux critiques. Mais cette progression est due, exceptionnellement, à des achats massifs d'or par les Japonais sur la place de Londres, qui ont été, l'an dernier, supérieurs à 1 milliard de dollars, en augmentation de 330 %. Soustraction faite de ces achats, les importations japonaises en provenance de la Communauté ont baissé de près de 1 %.

Ce phénomène traduit deux tendances. D'une part, malgré les pressions extérieures et les déclarations d'intention japonaises, les importations de produits manufacturés par Tokyo (déjà globalement inférieures de moitié aux achats de la C.E.E.) continuent de baisser. De l'autre, est mise en lumière une poussée de fièvre des Japonais pour le métal jaune, fièvre limitée jusqu'à une époque récente par les restrictions officielles au commerce de l'or et par la mauvaise réputation de ce métal.

Pour contrôler, cette ruée vers l'or et, officiellement, pour protéger les petits épargnants, pour éviter la prolifération du marché noir et des transactions parfois frauduleuses, le gouvernement a décidé de créer un marché à terme. Patronné par la Bourse des matières premières, il va fonctionner avec la participation des banques et des maisons de titres. Il est ouvert aux firmes étrangères faisant commerce d'or et ayant une succursale au

Japon. En revanche, les quelques trente firmes japonaises spécialisées (Tanaka, Mitsui Mining, Sumitomo Metal, Mitsubishi Mining, etc.), qui dominent le marché au comptant, ont décidé de ne pas participer au marché officiel.

Alors que les cours mondiaux de l'or accusaient périodiquement, en 1981, une chute considérable, les Japonais, contrairement à la tendance générale, se sont littéralement jetés sur le métal jaune. Moins paradoxal qu'il n'y paraît, le phénomène a plusieurs causes. Outre l'attrait de la nouveauté, les gros épargnants trouvent dans l'or un moyen supplémentaire de diversifier leurs avoirs financiers. Pour les petits, ont depuis des mois formé la queue afin de se procurer 100 ou 200 grammes d'or, le métal précieux représentant l'espoir — ou l'illusion — d'une protection efficace contre les risques d'inflation.

L'or est également devenu abordable : entre janvier 1980 et janvier 1981, le gramme a perdu la moitié de sa valeur. En outre, la désaffectation des particuliers est au Japon très inférieure à ce qu'elle est, par exemple, en France. Il est ainsi infiniment plus difficile ici d'investir dans des valeurs refuges que sont ailleurs l'immobilier et la propriété foncière. Enfin, les autorités ayant décidé de limiter les dépôts d'épargne au-dessus de 3 millions de yens, forment d'autant mieux d'échapper à cette mesure qu'il n'est pas lui-même impossible. Il apparaît dès lors aux Japonais comme un choix spéculatif à moindre risque.

Les importations japonaises d'or sont passées d'environ 30 tonnes en 1980 à quelque 165 tonnes en 1981. Ainsi Tokyo a acheté pour quelque 15 milliards de francs de métal précieux, plus de 16 % de la production mondiale estimée à 1 000 tonnes. Sur le total, quelque 40 tonnes sont venues d'U.R.S.S., via Londres et Zurich. A la forte demande japonaise a correspondu une importante offre des Soviétiques, qui ont vendu un maximum d'or pour faire face aux problèmes de trésorerie dus à leurs achats massifs de céréales.

R.-P. FARINGAUX.

Les propos d'un haut fonctionnaire nippon sur un éventuel rapprochement avec les pays de l'Est suscitent la réprobation

De notre correspondant

Tokyo. — Les déclarations politiques, faites par un haut fonctionnaire du ministère japonais de l'Industrie et du Commerce International (MITI) — qui envisageait un rapprochement du Japon avec le bloc communiste et une politique d'exportations d'armement — de montées des barrières protectionnistes occidentales — ont provoqué l'embarras et la réprobation dans les milieux officiels (*le Monde* du 27 mars). Elles n'ont cependant pas été l'objet d'une mise au point officielle pour le moment.

M. Wakasugi a précisé que ses propos étaient purement hypothétiques, et logiques dans la perspective d'une situation protectionniste extrême menaçant la survie du Japon. Il avait bien souligné qu'il ne croyait pas lui-même à pareille éventualité. Pourquoi alors avoir choqué, à un moment critique dans les relations commerciales entre Tokyo et ses partenaires occidentaux, de développer devant la presse étrangère ce thème explosif qui risquait d'être perçu comme une menace ou comme une forme de chantage ?

On indique de bonne source que la rivalité qui oppose le MITI aux affaires étrangères sur l'ampleur des concessions à faire aux Occidentaux en matière commerciale a vraisemblablement joué dans cette affaire. Du côté du ministère des affaires étrangères, on réaffirme l'attachement du Japon aux principes démocratiques, au « monde libre » et au traité de sécurité avec les États-Unis. On fait remarquer que, si M. Wakasugi avait appartenu au service diplomatique, il aurait sans doute été sanctionné. On ajoute que ce n'est pas au MITI de spéculer publiquement sur les options de politique étrangère du Japon. On précise que

de telles hypothèses sont sans fondement officiel, il n'en reste pas moins que, vu le caractère fortement commercial de la diplomatie nipponne, la voix et le poids du MITI demeurent considérables. Enfin, la presse occidentale, de samedi, une large place à l'affaire. L'*Asahi Shimbun* estime qu'elle est de nature à provoquer de nouvelles dissensions au sein du gouvernement. — R.-P. P.

● Les prix à la consommation ont diminué au Japon de 0,3 % en février par rapport à janvier. Par rapport au même mois de 1981, la hausse est de 3,1 %. Cette baisse des prix s'explique notamment par l'alimentation, les services, et d'une façon générale par la stagnation des prix de gros. Les spécialistes prévoient une hausse des prix à la consommation de 4 à 4,1 % pour l'année budgétaire finissant ce mois, soit moins que l'objectif de 4,5 % fixé dans le programme économique du gouvernement.

AUTOMOBILE

● M. Poreyre, président du directoire de S.F.A., a inauguré le 26 mars une usine à Valenciennes. Dans cette unité consacrée par la Société française automobile du Nord (S.F.A.N.), filiale de Peugeot et de Citroën, seront fabriquées des boîtes de vitesses destinées à équiper les modèles de gammes moyennes des trois marques Peugeot, Talbot, Citroën. Équipée de quatre ordinateurs et de trois cent cinquante robots, cette usine emploie huit cent cinquante salariés, chiffre qui sera porté à deux mille six cents en 1983. Au total, l'investissement sera de 1,5 milliard de francs.

En R.F.A.

La mise en œuvre du programme de relance est retardée

De notre correspondant

Bonn. — Le programme de relance de M. Schmidt, bien qu'adopté vendredi 26 mars par le Bundestag, n'est probablement pas encore prêt à être mis sur les rails. Le Bundestag, deuxième chambre du Parlement à majorité chrétienne-démocrate, ayant confirmé qu'il rejette, comme le gouvernement le proposait, l'idée de le financer par une augmentation

de la T.V.A. Si vendredi, le Bundestag n'a fait qu'adopter au cours d'un premier examen du projet « une prise de position négative », il ne fait pas de doute, à moins d'un retournement de situation improbable qu'il rejettera définitivement l'augmentation de la T.V.A., lorsqu'il se prononcera sur le programme le 30 avril.

La Chambre des Länder aurait fait valoir que ce programme comme son financement ne sont pas appropriés pour régler les problèmes économiques de la R.F.A. et la lutte contre le chômage. Or le blanc-seing du Bundestag est absolument indispensable à l'adoption définitive du projet de relance. En effet, selon le système fédéral ouest-allemand, un impôt dont le produit revient en partie ou en totalité aux Länder doit être voté non seulement par le Bundestag, mais aussi par le Bundestag, qui dispose d'un veto absolu.

Ce coup porté au chancelier, prévu de longue date et qui n'est pas sans arrière-pensées politiques, va vraisemblablement obliger à trouver d'autres sources de financement pour son programme qui porte, rappelle-t-on, sur une somme de 12 milliards de DM (environ 30 milliards de francs) sur quatre ans. En pratique, le projet une fois refusé par le Bundestag devra être révisé par une commission de conciliation qui pourrait alors le scinder en deux : une loi sur la prime à l'investissement — que la C.D.U. est prête à accepter et une autre sur l'augmentation de la T.V.A.

Le principe du programme de relance a été adopté par le Bundestag, mais le problème de son financement ne serait pas pour autant réglé. — (Interim.)

Aux États-Unis

LE DÉFICIT COMMERCIAL S'EST FORTEMENT RÉDUIT EN FÉVRIER

Washington (A.F.P.). — Le déficit commercial des États-Unis a diminué en février, en raison notamment d'une réduction importante des importations pétrolières. Les exportations ont atteint 18,7 milliards de dollars, en baisse de 0,2 %, tandis que les importations (assurance et fret compris), se sont élevées à 19,9 milliards de dollars, en diminution de 2,4 %, soit 1,2 milliard de dollars de moins qu'en janvier.

Les importations de pétrole brut et de produits pétroliers ont atteint en volume 141 millions de barils contre 213 millions en janvier. En valeur, ces importations ont baissé de 2,4 %, tandis que les exportations ont augmenté de 0,2 %, soit 0,7 milliard de dollars, contre 5,1 milliards en janvier.

La balance commerciale a, en février, enregistré une amélioration sensible avec l'Europe de l'Ouest, l'excédent passant de 1,3 milliard en janvier à 1,9 milliard en février. En outre, le déficit s'est réduit vis-à-vis du Japon à 1,4 milliard contre 1,8 milliard en janvier. Le déficit a diminué de 2,9 milliards le mois précédent.

AFFAIRES

LA CRISTALLERIE DAUM A DÉPOSÉ SON BILAN

(De notre correspondant.)

Nancy. — Tandis que le Musée des beaux-arts de Nancy accueille encore jusqu'à la fin d'avril une exposition des plus belles pièces de production de la cristallerie Daum depuis 1875, l'annonce du dépôt de bilan de la cristallerie, jeudi 25 mars, devant le tribunal de commerce de Paris a été ressentie dans la région lorraine avec inquiétude et tristesse. Le nom de Daum reste en effet associé aux heures de gloire de l'école de Nancy et à la production contemporaine de qualité en matière de cristaux et de pièces de verre, dont certaines, à tirage limité, furent signées de noms illustres comme s'il s'agit de Daum, qui, en 1904, employait dans la région nancéienne et dont la gestion ne semble pas actuellement être mise en cause, a été surtout victime de la lame de fond provoquée par le dépôt de bilan, fin 1981, de la Compagnie française du cristal (C.F.C.). La C.F.C. avait en effet, en 1975, acheté 90 % du capital de la cristallerie nancéienne. Après le dépôt de bilan de la C.F.C., la société Daum avait virtuellement le choix entre deux solutions : le dépôt de bilan ou le rachat du capital appartenant à la C.F.C., soit environ 5 millions de francs. Cette dernière solution, faite d'un délai suffisant, n'a pu être réalisée, malgré l'hypothèse de la vente de la collection Daum.

Sous réserve de l'accord du tribunal de commerce de Paris, le dépôt de bilan pourrait évoluer en liquidation partielle de biens sans cessation d'activité. Encore que, pour garantir la dette de masse et rassurer les fournisseurs, la société devra se tourner vers les collectivités locales ou départementales, afin de bénéficier d'une garantie financière. Enfin, en cas de restructuration, comme l'a souligné M. Pierre Laballe-Gravier, président du syndicat chimie-verre C.G.C. de Lorraine, il faudra tenir compte du capital humain de l'entreprise avant de parler de mise à la retraite anticipée : « Dans le cas d'une production d'art comme chez Daum, la pérennité de l'entreprise passe par la transmission du savoir-faire des ouvriers les plus anciens, en l'occurrence les maîtres verriers. » J.-L. B.

En Italie

Trois cent mille métallurgistes ont manifesté dans Rome

De notre correspondant

Rome. — Trois cent mille métallurgistes ont manifesté, le 26 mars, à Rome, pour revendiquer le droit au travail. Il s'agit, selon la presse, de la plus grande manifestation ouvrière de ces dernières années. Elle a été marquée par une contestation sévère de la direction de la confédération U.I.L. par la base, qui a empêché son secrétaire général, M. Benvenuto, de prendre la parole.

La manifestation a été difficile de celles qui avaient eu lieu en 1977 et 1978, marquées par un certain air de berceuse. Vendredi les ouvriers dans les rues de Rome étaient en colère, le pouce levé.

Manifestation contre le gouvernement et « l'absence de politique de restructuration économique », manifestation contre « l'arrogance de la Cofindustria » — l'organisation patronale — mais, surtout, manifestation contre la direction de l'U.I.L., la division intervenue le 25 mars au sein de la confédération sur l'opportunité d'une grève générale étant le principal motif d'opposition de la base.

Le gouvernement et le parti socialiste ont critiqué le déroulement de la manifestation. Pour sa part, la Voix républicaine, organe du parti républicain de M. Spadolini, a même écrit que M. Benvenuto avait été victime d'un « acte d'authenticité fasciste » rappelant les manifestations de 1922 dont l'intolérance favorisait la montée de Mussolini. Le journal affirme que son édition « reflète la pensée du président du conseil ».

Face à la crise de la métallurgie, les ouvriers n'entendent pas désarmer ; mais ils se sentent mal compris par leur propre syndicat.

disait. « Une journée sur laquelle tout le monde doit réfléchir », titre l'*Unità*, qui souligne une participation dépassant toutes prévisions, « signe d'une capacité de mobilisation et d'une volonté de ne pas piler ». Pour l'organe du P.C.I. sans chercher à légitimer l'expression d'intolérance qu'on constatait les huées contre M. Benvenuto, il est néanmoins « irresponsable de la part des républicains de parler de fascisme ».

Pour sa part, dans *Avanti!*, organe du P.S., M. Craxi écrit : « Quand le conservatisme et le maximalisme se donnent la main pour faire obstacle aux réformes, il ne reste plus qu'à recourir aux moyens de la lutte politique démocratique. » Une menace évidente d'élections anticipées. Avec, à l'intérieur de la majorité comme à l'extérieur, une contestation de plus en plus nette de sa politique sociale et économique. Le gouvernement Spadolini voit se réduire sa marge de manœuvre.

PHILIPPE PONS.

● La Belgique et le Luxembourg se sont engagés à multiplier leurs rencontres dans l'intérêt de leur union monétaire. Indique un communiqué publié, le 26 mars, après des entretiens, jeudi à Luxembourg, entre M. Wilfried Martens et Pierre Werner, premiers ministres belge et luxembourgeois. Selon les statuts de l'Union, créée il y a soixante ans, la dévaluation de 8,5 % du franc belge avait entraîné automatiquement une dévaluation du même ordre du franc luxembourgeois, ce qui avait provoqué l'irritation du Grand-Duché, qui n'avait pas été consulté par Bruxelles. — (Reuter.)

COMMITTEE OF ISLAMIC SOLIDARITY WITH THE PEOPLES OF THE SAHEL

Tender notice

SUPPLY OF CEREALS TO THE SAHEL COUNTRIES

In accordance with the relevant resolution of the Organization of the Islamic Conference, aimed at providing emergency food assistance to ten countries in the African Sahel affected by persistent drought, the Committee of Islamic Solidarity with the peoples of the Sahel, with its headquarters at the Organization of the Islamic Conference, P.O. Box 178 in Jeddah, Saudi Arabia (telephone n° 6873880, telex n° 401366 Islami SJ), invites sealed tenders in the prescribed tender form for the supply of different quantities of cereals totalling approximately 37.000 tons of various types of rice, 8.000 tons of hard wheat, 28.000 tons of white sorghum, 12.000 tons of yellow sorghum, and 8.000 tons of two types of maize, to Cape Verde, Senegal, Gambia, Mauritania, Guinea, Guinea-Bissau, Mali, Upper Volta, Niger and Chad, as per details and specifications set out in the tender documents.

The tender form and other tender documents are available for personal delivery free of cost at the General Secretariat of the Organisation of the Islamic Conference in Jeddah, Saudi Arabia, the Executive Secretariat of the C.I.L.S.S. in Ouagadougou, Upper Volta, the Islamic Development Bank in Jeddah, Saudi Arabia, and the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), Khartoum, Sudan.

Tenders shall quote a firm price in U.S. dollars for each quantity set out for each cereal for each Sahel country, on the basis of « delivered customs warehouse at the capital of destination (Incoterms). But duty free ».

The quantities required shall be supplied so as to complete delivery of the last tranche to the warehouse in the capital concerned before 1 July 1982.

Tenders will be received in the Office of the Secretary General of the Organisation of the Islamic Conference up to 12 noon on Thursday, 29 April 1982, and will be opened at 11 A.M. on Saturday, 1 May 1982.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

Leuromarché

La prolifération des emprunts français à l'étranger

Vaut-il mieux lever des sommes importantes en un petit nombre de fois que par le truchement d'une multitude d'opérations ? C'est la question qu'on peut se poser à propos de la France. Depuis le début de l'année, celle-ci, on le sait, a eu recours à un grand nombre d'emprunts français du secteur public ont drainé l'équivalent de plus de 3,5 milliards de dollars (22 milliards de francs) par le canal de huit eurocrédits bancaires et quelque vingt-cinq placements obligataires. La prolifération de ces derniers, réalisés en neuf devises différentes allant du dollar au yen, en passant par le franc suisse, le deutschemark, la livre sterling et d'autres plus exotiques, commence à inquiéter. Cela représente, en effet, une moyenne de deux émissions internationales que la République française s'est vue émettre chaque semaine au cours du seul premier trimestre de cette année. Tout comme les femmes qui s'affichent trop souvent à des bars différents, les emprunteurs qui sollicitent en permanence la scène financière internationale finissent par lasser et par voir leur réputation se ternir.

Le marché français des capitaux a toujours été trop étroit. Il s'avère plus que jamais insuffisant pour financer, entre autres, un déficit budgétaire croissant. Chacun sait donc que la France devra emprunter hors de ses frontières beaucoup plus cette année qu'elle ne l'a fait dans le passé. Au train où vont les choses, on peut déjà prévoir que la barrière des 10 milliards de dollars (plus de 60 milliards de francs) d'emprunts internationaux pourrait être atteinte avant la fin de l'année 1982. Cela, qui représenterait le double de ce qui était drainé à l'étranger les années précédentes, est néanmoins possible, à condition que la stratégie adéquate soit mise en place.

Lorsqu'un pays se trouve placé devant l'obligation d'emprunter sur les marchés extérieurs, il peut soit engager directement son propre signature, soit utiliser le baillon de ses entités publiques. Si les besoins en capitaux sont relativement modestes, le recours à la seconde solution s'impose parce qu'il évite à l'Etat de se compromettre lui-même. En revanche, si le volume à lever est très important, comme c'est actuellement le cas de la France, l'Etat peut avoir intérêt à intervenir directement par le canal d'un ou de deux emprunteurs géants du type de ceux que leuromarché qualifie de « jumbo ».

Dans le cas présent, l'Etat français aurait pu trouver directement de 2 à 2,5 milliards de dollars. En outre, il aurait certainement bénéficié, en se présentant avant les autres emprunteurs français, des meilleures conditions possibles. Par la suite, il aurait eu tout loisir pour envoyer sur le front de leuromarché la multitude de ses troupes. Ces dernières, à leur tour, ont pu bénéficier de la sur et à mesure que les mois s'écouleront, auront, tant à cause

de la fréquence de leurs opérations que d'un doute croissant à l'égard de la crédibilité de la signature française, certaines de plus en plus de mal à obtenir les conditions aussi avantageuses qu'à l'origine, d'où la nécessité de tirer le meilleur parti des transactions initiales. Une autre solution, variation sur le thème de la première, aurait pu consister en la concentration sur un petit nombre d'emprunts, mais chacun d'un montant assez élevé, c'est-à-dire de l'ordre de 500 à 600 millions de dollars, à partir des entités les plus prestigieuses du secteur public, E.D.F., Crédit national, Crédit foncier, Gas de France, etc. En quatre ou cinq opérations seulement, celles-ci auraient pu émettre lever de 2 à 2,5 milliards de dollars sans difficulté à des termes encore attractifs. Il est dommage de voir une signature respectée sur la scène internationale que celle de l'E.D.F. limiter ses euro-obligations à 100 millions de dollars, comme c'est le cas cette semaine. Il faudrait peut-être mieux laisser le soin à des entités comme les sociétés de développement régional qui sont moins connues.

Quelle que soit la solution retenue, le principe demeure le même : limiter au maximum le nombre d'emprunts internationaux en augmentant notablement le montant de chacun d'eux. Il faut éviter à tout prix la pléthore qui finit toujours par déconsidérer et coûter trop cher. Déjà, les euro-emprunts sont condamnés à acquiescer une prime. Les deux lancés cette semaine le confirment comme on le verra plus loin.

La crainte d'une nouvelle tension

Le marché euro-obligataire est demeuré dans l'expectative depuis lundi. Après un bon départ, il est redevenu circulaire et partiellement tendu. L'attente d'une nouvelle tension sur le taux d'intérêt à court terme se fut manifestée. Six euro-emissions en dollars et à taux fixes ont vu le jour. Celle qui a en la plus grande succès est un coupon annuel de 10,25 % sur un prix au pair. Vendredi, il s'est traité sur le marché gris à 99,825-100. Par contre, l'E.D.F. qui offrait un coupon annuel et trop agressivement 100 millions de dollars à sept ans sur la base d'un prix de 99,50 et d'un coupon annuel de 14,375 %, voyait, à la fin du week-end, ses notes traitées sur le marché gris avec une décote de 2,25-1,75. L'opération E.D.F. qui est garantie par la République française, est accompagnée de warrants (bons de souscription) permettant l'acquisition de « notes » identiques

aux originales. Il est certain que les conditions proposées par Electricité de France, qui étaient encore en ligne avec celles du marché lorsque l'emprunt a été lancé mercredi, se sont avérées trop faibles le lendemain à la suite du changement de climat ayant suivi la hausse sur les taux d'intérêt à court terme. Cette explication, cependant, satisfait pas tous les observateurs. Beaucoup d'entre eux interprètent la forte décote sur l'emprunt E.D.F. comme reflétant les questions qui se posent à l'égard du risque français et du trop grand nombre d'euro-emissions des débiteurs publics français.

C'est toutefois sur l'innovation introduite par un emprunteur français, la Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.), que s'est concentré l'intérêt du marché euro-obligataire. La C.N.T. a fin de drainer tout d'abord 400 millions plus 500 millions de dollars et peut-être plus encore en bout de course, a lancé une transaction garantie par la République française, qui fait en même temps appel au marché euro-obligataire et à celui des euro-crédits bancaires. Les 500 millions de dollars sont en deux tranches égales, toutes deux de même durée, c'est-à-dire huit ans. Une étant composée de notes à taux variables, l'autre d'un crédit. Les notes seront émises à cent et seront accompagnées d'un taux d'intérêt de 8,25 % qui sera l'addition d'une marge de 0,25 % au-dessus du taux du Libor à six mois. En outre, cette tranche obligataire sera soumise à une commission bancaire totalisant 1,025 %. Le crédit est également doté d'une marge de 0,25 % qui viendra s'ajouter au taux du Libor, mais sa commission n'est aussi que de 0,25 %. Les banques susceptibles de participer à l'opération se sont vu proposer de prendre 20 millions de dollars chacune, dont 10 millions dans la tranche en notes et 10 millions dans celle du crédit. Le rapport sur ce dernier est bien évidemment faible.

En revanche, le rendement sur les notes est généreux. L'un compense l'autre et les deux tranches étaient étroitement solidaires, le rapport moyen est d'environ 0,54 % par an, pour les établissements prêteurs. L'opération C.N.T. a en la plus grande succès. On le comprend. Le rendement, élevé pour un risque comme la France et les banques intéressées ne pour pas croire au sur et à mesure qu'elles placeront auprès du public les notes qu'elles ont initialement souscrites. Cependant, nombreux sont ceux qui décident dans cette perspective, que la France doit masquer le fait que la France doit maintenant payer plus sur ses emprunts internationaux, tout à la fois parce qu'elle se trouve dans une situation économique et financière soumise des réserves croissantes.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Léger redressement du franc - Grande fermeté du dollar

Cette semaine encore la redette des marchés des changes est restée le franc français, toujours faible malgré un léger redressement qui lui a permis de décoller un peu de son cours plongeant au sein du Système monétaire européen (S.M.E.). Une autre vedette, toutefois, a été le dollar, qui a affiché une fermeté triomphante vis-à-vis de toutes les monnaies, son cours battant tous ses records sur la place de Paris à près de 6,27 F en fin de semaine.

Traité à la semaine dernière, avec toutes les pertes attendues dans la journée du vendredi, les opérateurs ayant semblé-ils, pris toutes leurs dispositions en cas de dévaluation pendant le week-end, le franc restait faible lundi, au lendemain du second tour des élections cantonales, dont les résultats, très favorables à l'opposition, ne constituaient pas, à proprement parler, une véritable surprise. Notre monnaie restait attaquée, beaucoup plus modérément il est vrai : si elle atteignait son cours plafond vis-à-vis du mark et du florin, c'était seulement par moment et sans que la Banque de France ait eu besoin d'intervenir, dans des proportions sensiblement moins importantes que la semaine dernière en tout. A Amsterdam, toutefois, la Banque des Pays-Bas devait soutenir le franc (1 milliard de florins, soit 2,3 milliards de francs) disant-on, pour les deux premiers jours de la semaine.

Mardi, en revanche, le franc amorçait un léger redressement, après que M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, eut diffusé, mardi après-midi, un communiqué énonçant selon lequel « toute spéculation à la baisse du franc était vouée à l'échec... et que la France envisageait pleinement recourir aux dispositifs d'assistance dans le cadre de la coopération européenne ».

Le ministre réaffirmait que

rien ne justifiait un nouveau réajustement de la parité du franc, et que, en tout état de cause, notre pays utiliserait, au besoin, les possibilités extrêmement importantes de concours offertes par les mécanismes du S.M.E., à savoir les crédits illimités des banques centrales de nos partenaires sur quarante-cinq jours et les possibilités de tirage sur le Fonds communautaire (FECOM).

De plus, jeudi, un « tour de vis » supplémentaire était donné au contrôle des changes, la mesure essentielle étant le raccourcissement à quinze jours, contre un mois précédemment, du délai dans lequel les exportateurs doivent céder leurs devises après l'expédition de leurs marchandises (ce délai était de six mois après la rive des desdites marchandises, le franc étant faible à la veille du week-end, notamment vis-à-vis du mark, qui a 2,6150 F environ, se maintenant au voisinage de son cours-plafond de 2,6150 F. Visiblement, la spéculation internationale n'a pas abandonné tout espoir de voir le franc dévalué dans les semaines qui viennent, voire ce week-end. Il est, toutefois, pour le gouvernement, les taux de l'euro-franc sur les marchés extérieurs se sont très fortement tendus, atteignant un moment 100 % au four le jour de l'établissement, en fin de semaine, à 50 % pour huit jours, près de 40 % à un mois,

26 % à 22 % à trois mois et six mois. C'est le signe que les vendeurs de francs à découvert (les fameux « suiveurs » qui jouent la tendance) cherchent à racheter des francs pour se couvrir et se trouvent passablement « égarés », peut-être avec l'aide intéressée de la Banque de France, dont ce serait le jeu normal.

L'évolution des cours dans les semaines qui vont suivre sera déterminante à l'étranger, on considère toutefois que, après cette attaque en règle, le franc est redevenu vulnérable, et certains redoutent les fêtes de Pâques, notamment, la discussion sur les prix agricoles de la C.E.E. Dans son malheur, la France n'est pas seule : la lire italienne et le franc belge lui tiennent compagnie en queue du S.M.E. (voir le graphique), ce qui incite l'opérateur étranger à escompter dans les mois qui viennent une réévaluation des monnaies fortes (mark et florin) vis-à-vis des monnaies faibles, estimant que le compte à rebours est commencé. Dans l'immédiat, c'est peu probable, d'autant que l'Allemagne a tout à gagner de la situation actuelle : ses exportations profitent de la sous-évaluation de sa monnaie et de la relation qu'elle a avec la France, son principal client, notamment.

La remontée du dollar à « cassé » la reprise du cours de l'once d'or, qui, après une pointe à plus de 330 dollars, contre 315 dollars précédemment, est retombée aux alentours de 320 dollars : selon certaines sources helvétiques, l'O.R.S.S. aurait donné 300 tonnes de métal en garantie de prêts contractés auprès de banques occidentales, ce qui laisse toujours planer la menace d'une réalisation du gage.

FRANÇOIS RENARD.

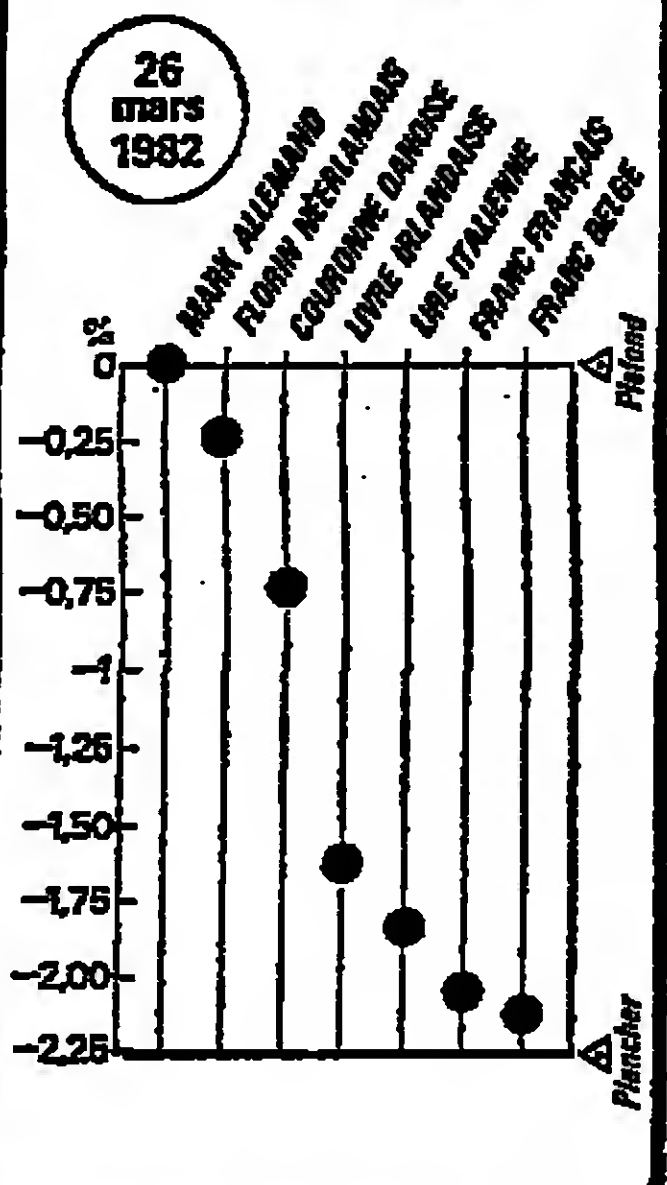
COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 19 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.-U.	Franc suisse	Franc français	Mark	Florin	Unité italienne
New-York	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Paris	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Amsterdam	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Bonn	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Bruxelles	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Frankfurt	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Geneve	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Madrid	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Milan	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Osaka	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Stockholm	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788
Winnipeg	1,7880	—	15,9616	32,2739	41,7101	2,9075	37,6788

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 26 mars, 2,5333 F contre 2,5015 F le vendredi 19 mars.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE



Les matières premières

Faiblesse du cacao - Fermeté du caoutchouc

Le regain de tension au Proche-Orient a constitué un élément de soutien des cours au début de la semaine, mais de nouvelles craintes relatives à la hausse du loyer de l'argent aux Etats-Unis ont généralement effacé les gains initiaux. Les marchés de matières premières ont donc vu leurs tendances se modifier à l'effervescence des marchés des changes. C'est ainsi que les attaques répétées contre le franc français qui laissent craindre à l'affaiblissement des cours du cacao à la suite des ventes opérées par les pays producteurs transocéaniques.

MÉTALLS. — Influencés par l'évolution des cours des métaux précieux, les métaux de base ont connu un début de semaine plutôt favorable avant de donner des signes de faiblesse. L'étain s'est notamment inscrit en baisse, malgré la décision de la C.E.E. de participer au système accord international qui doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain. Il est vrai que cet aspect positif s'est trouvé quelque peu atténué par l'ajournement à lundi prochain de la réunion extraordinaire du conseil international de l'étain consacrée à l'imposition éventuelle de contrôles à l'exportation.

CAOUTCHOUC. — L'ascension continue des cours fait naître un certain nombre de questions tant cette évolution est inattendue, compte tenu de l'état fondamental de l'offre et de la demande. Les principaux pays producteurs de caoutchouc étant, comme par hasard, les mêmes que pour l'étain : à savoir la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande, les opérateurs se demandent si les mystérieux acheteurs, qui ont porté les cours du métal à des records ces derniers temps, ne sont pas la même opération avec le caoutchouc. On avance également l'hypothèse d'achats d'investisseurs du Proche-Orient, lesquels, il est vrai, intéressent

sur les cours. De l'avis de la plupart des analystes, l'évolution des prix à court terme dépend principalement de la politique de compensation que va adopter le Nigeria. Les cours du sucre ont fléchi : selon la firme française Sucres de France, la production mondiale de sucre de canne, y compris la production transocéanique, sera de 5 millions de tonnes cette année, et les perspectives pour la saison 1982-1983 ne sont guère encourageantes. A noter que la France vient de réitérer son opposition à l'adhésion de la C.E.E. à l'Organisation internationale du sucre dans sa forme actuelle.

Cours du 26 mars

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLS. — Londres (en sterling par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 420,50 (425) ; aluminium, 553,50 (578) ; nickel, 9 050 (9 110) ; argent (en once par once troy), 335,50 (361) ; New-York (en cent par once) : or (1618 g pur), comptant, 631,50 (644) ; trois mois, 627,50 (671) ; étain comptant, 7 030 (7 190) ; à trois mois, 7 240 (7 400) ; plomb, 831 (840,50) ; zinc, 42

LA REVUE DES VALEURS

Recluse du napoléon

La hausse brutale de 12 % du vendredi 19 mars, passant de 515 F à 586 F à la suite des violentes attaques dont était victime le franc à la veille du week-end dernier, le cours du napoléon est retombé, à 610 F, un peu en dessous de son point de départ. Quant au franc, dont le cours avait gagné près de 100 F la semaine dernière, à 586 F, il est revenu à 523 F, après une pointe à presque 600 F. A l'origine de ce repli, on trouve, outre une atténuation des craintes de dévaluation du franc, dans l'immédiat, une recrudescence de l'offre d'or à Londres. En ce qui concerne les emprunts libérés sur le métal, le 1/2 % 1973 a tout de même gagné près de 10 F à 1 069 F après 1 059 F, tandis que le 1/2 % 1974 est à 910 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexées

	26 mars	Diff.
4 1/2 % 1973	1 059,00	+ 10,00
7 % 1973	1 010,00	+ 10,00
10 % 1973	1 010,00	+ 10,00
P.M.E. 1/2 % 1973	92,00	+ 0,01
P.M.E. 1/2 % 1974	82,00	+ 0,04
10 % 1973	79,00	+ 0,20
10 % 1974	78,00	+ 0,20
10 % 1975	77,00	+ 0,20
10 % 1976	76,00	+ 0,20
10 % 1977	75,00	+ 0,20
10 % 1978	74,00	+ 0,20
10 % 1979	73,00	+ 0,20
10 % 1980	72,00	+ 0,20
10 % 1981	71,00	+ 0,20
10 % 1982	70,00	+ 0,20
10 % 1983	69,00	+ 0,20
10 % 1984	68,00	+ 0,20
10 % 1985	67,00	+ 0,20
10 % 1986	66,00	+ 0,20
10 % 1987	65,00	+ 0,20
10 % 1988	64,00	+ 0,20
10 % 1989	63,00	+ 0,20
10 % 1990	62,00	+ 0,20
10 % 1991	61,00	+ 0,20
10 % 1992	60,00	+ 0,20
10 % 1993	59,00	+ 0,20
10 % 1994	58,00	+ 0,20
10 % 1995	57,00	+ 0,20
10 % 1996	56,00	+ 0,20
10 % 1997	55,00	+ 0,20
10 % 1998	54,00	+ 0,20
10 % 1999	53,00	+ 0,20
10 % 2000	52,00	+ 0,20
10 % 2001	51,00	+ 0,20
10 % 2002	50,00	+ 0,20
10 % 2003	49,00	+ 0,20
10 % 2004	48,00	+ 0,20
10 % 2005	47,00	+ 0,20
10 % 2006	46,00	+ 0,20
10 % 2007	45,00	+ 0,20
10 % 2008	44,00	+ 0,20
10 % 2009	43,00	+ 0,20
10 % 2010	42,00	+ 0,20
10 % 2011	41,00	+ 0,20
10 % 2012	40,00	+ 0,20
10 % 2013	39,00	+ 0,20
10 % 2014	38,00	+ 0,20
10 % 2015	37,00	+ 0,20
10 % 2016	36,00	+ 0,20
10 % 2017	35,00	+ 0,20
10 % 2018	34,00	+ 0,20
10 % 2019	33,00	+ 0,20
10 % 2020	32,00	+ 0,20
10 % 2021	31,00	+ 0,20
10 % 2022	30,00	+ 0,20
10 % 2023	29,00	+ 0,20
10 % 2024	28,00	+ 0,20
10 % 2025	27,00	+ 0,20
10 % 2026	26,00	+ 0,20
10 % 2027	25,00	+ 0,20
10 % 2028	24,00	+ 0,20
10 % 2029	23,00	+ 0,20
10 % 2030	22,00	+ 0,20
10 % 2031	21,00	+ 0,20
10 % 2032	20,00	+ 0,20
10 % 2033	19,00	+ 0,20
10 % 2034	18,00	+ 0,20
10 % 2035	17,00	+ 0,20
10 % 2036	16,00	+ 0,20
10 % 2037	15,00	+ 0,20
10 % 2038	14,00	+ 0,20
10 % 2039	13,00	+ 0,20
10 % 2040	12,00	+ 0,20
10 % 2041	11,00	+ 0,20
10 % 2042	10,00	+ 0,20
10 % 2043	9,00	+ 0,20
10 % 2044	8,00	+ 0,20
10 % 2045	7,00	+ 0,20
10 % 2046	6,00	+ 0,20
10 % 2047	5,00	+ 0,20
10 % 2048	4,00	+ 0,20
10 % 2049	3,00	+ 0,20
10 % 2050	2,00	+ 0,20
10 % 2051	1,00	+ 0,20
10 % 2052	0,00	+ 0,20

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Le résultat consolidé de la Compagnie bancaire pour 1981 s'élève à 386 millions de F. Le bénéfice net est de 127,7 à 35,50 F son dividende pour 1981. Le bénéfice net de 26 mars Diff.

	26 mars	Diff.
Paris-Equipement ..	160,00	+ 1,00
B.C.T.	79,00	+ 1,00
Banque Paribas	201,50	+ 1,00
Crédit Lyonnais	212,00	+ 1,00
Crédit Agricole	199,00	+ 1,00
Chargement Reunis	123	+ 1,00
Banque (Cie)	109	+ 1,00
Crédit de France	200,00	+ 0,00
C.F.P.	337	inch.
C.F.I.	186	
Crédit du Nord	164	+ 0,00
Crédit de France	151	+ 16
Paris-Pays-Bas*	130,70	+ 1,00
Héris (La)	357,30	+ 8,00
Crédit de l'Est	109	+ 0,10
Crédit de l'Ouest	352	+ 8
Crédit de la Vallée	352	+ 10
Crédit de la Normandie	480,00	+ 5,00
Crédit de la Région	131	+ 0,20
Crédit de la Flandre	424	+ 2,00
Crédit de la Wallonie	118	
U.C.S.		

* Cours comptant.

